

ANGLES D'ACTUEL

ATTAC : ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE

Le journal d'attac Suisse / Die Zeitung von attac Schweiz / attac.ch / @Attac Suisse / Octobre - Oktober 2025



N° 14

Editorial

La jeunesse à l'épreuve du marché

Aujourd'hui, de nombreux jeunes sont attirés par les placements et les taux de rendement qu'ils affichent, car ils sont généralement supérieurs à ce que l'on peut espérer gagner en travaillant toute une vie. Pourquoi se fatiguer si la rentabilité des capitaux est plus élevée ? Cette frénésie s'étend de plus en plus, notamment à travers les cryptomonnaies, et se concentre sur la capitalisation au détriment de la société.

Cette tendance du capital produit une cascade de conséquences dramatiques pour la condition humaine et la société : elle transforme toutes les valeurs en une seule, celle de l'argent, qui remplace tout et subsume tout ; comme le dit l'adage, avec de l'argent on peut tout faire, on est libre de tout faire. La conséquence dramatique de cette exhortation des milieux financiers à réaliser des placements dans des opérations boursières, c'est qu'elle oriente l'action citoyenne et politique vers une seule finalité, celle de la conservation-valorisation de l'argent. Plus rien n'a de réalité ni d'importance en dehors de l'argent. Se jeter dans la finance siphonne toute la masse salariale et l'épargne d'une vie de travail pour les placer dans la capitalisation, en vivant au jour le jour dans l'angoisse des turbulences boursières. Cette tendance jette finalement l'anathème sur le *Welfare State* pour s'assurer et se protéger, étant donné que les promesses des acteurs de la finance dépassent toujours toutes les espérances.

Cette manière de mettre en avant un nouvel ordre social à l'aune du marché de la liquidité financière est en train de changer le rapport au travail et tout l'équilibre fiscal, en enjoignant les contribuables et les travailleurs à rembourser une dette publique creusée par les faveurs aux entreprises et aux grandes fortunes. Dans ces circonstances désastreuses pour la condition humaine, la société et l'environnement, on serait bien inspiré de faire un petit retour en arrière et de se souvenir que dans la tradition grecque, le marché c'est aussi le lieu de l'agora ou de la place publique, le lieu de l'échange et celui de l'argumentation, surtout politique, de l'avenir de la société. Ce qui suppose de retrouver de la puissance à l'action citoyenne.

Leitartikel

Die Jugend auf dem Prüfstand des Marktes

Heutzutage fühlen sich viele junge Menschen von Kapitalanlagen und deren Renditen angezogen, da diese in der Regel höher sind als das, was man durch ein ganzes Arbeitsleben verdienen kann. Warum sich anstrengen, wenn die Kapitalrendite höher ist? Dieser Trend breitet sich immer mehr aus, insbesondere durch Kryptowährungen, und konzentriert sich auf die Kapitalisierung zum Nachteil der Gesellschaft.

Dieser Trend des Kapitals hat eine Reihe dramatischer Folgen für die Menschheit und die Gesellschaft: Er verwandelt alle Werte in einen einzigen, den des Geldes, der alles ersetzt und alles subsumiert; wie das Sprichwort sagt, kann man mit Geld alles tun, man ist frei, alles zu tun. Die dramatische Folge dieser Aufforderung der Finanzkreise, in Börsengeschäfte zu investieren, ist, dass sie das bürgerliche und politische Handeln auf ein einziges Ziel ausrichtet, nämlich die Erhaltung und Wertsteigerung des Geldes. Außer Geld hat nichts mehr Realität und Bedeutung. Sich in die Finanzwelt zu stürzen bedeutet, die gesamte Lohnsumme und die Ersparnisse eines ganzen Arbeitslebens in Kapitalanlagen zu stecken und Tag für Tag in Angst vor Börsenturbulenzen zu leben. Dieser Trend verurteilt letztendlich den *Welfare State* als Mittel zur Absicherung und zum Schutz, da die Versprechen der Finanzakteure immer alle Erwartungen übertreffen.

Diese Art und Weise, eine neue soziale Ordnung, gemessen am Markt der finanziellen Liquidität, in den Vordergrund zu stellen, verändert das Verhältnis zur Arbeit und das gesamte fiskalische Gleichgewicht, indem sie Steuerzahler und Arbeitnehmer dazu zwingt, eine öffentliche Verschuldung zurückzuzahlen, die durch Begünstigungen für Unternehmen und Großvermögen entstanden ist. Unter diesen für die Menschheit, die Gesellschaft und die Umwelt katastrophalen Umständen wäre es ratsam, einen kleinen Rückblick zu machen und sich daran zu erinnern, dass in der griechischen Tradition der Markt auch der Ort der Agora oder des öffentlichen Platzes ist, der Ort des Austauschs und der Auseinandersetzung, vor allem der politischen, über die Zukunft der Gesellschaft. Dies setzt voraus, dass das bürgerliche Engagement wieder an Bedeutung gewinnt.

SOMMAIRE – INHALTSVERZEICHNIS

**2 LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES
UN OUTIL AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE**

**6 UNE TAXE POUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE DE LA SUISSE
ENTRETIEN AVEC SERGIO ROSSI**

11 PROJET D'INITIATIVE

**12 LA SOCIÉTÉ À L'ÈRE NUMÉRIQUE
MUTATION DU CAPITALISME**

19 DEVENIR RICHE EN 10 CHAPITRES, LE CAPITALISME POUR TOUS!

**21 LA MALÉDICTION DE LA NUMÉRISATION
EXTRACTIVISME ET GUERRE**

**26 INVESTIR DANS LES TRANSPORTS
POUR BIFURQUER**

**2 DIE FINANZTRANSAKTIONSSTEUER
EIN INSTRUMENT IM DIENSTE DER
SOZIALEN UND KLIMATISCHEN
GERECHTIGKEIT**

**6 GESPRÄCH MIT SERGIO ROSSI
EINE STEUER FÜR MEHR
FINANZSTABILITÄT IN DER SCHWEIZ**

**12 DIE GESELLSCHAFT IM DIGITALEN
ZEITALTER
WANDEL DES CAPITALISMUS**

18 INITIATIVPROJEKT

**19 IN ZEHN KAPITELN REICH WERDEN,
KAPITALISMUS FÜR ALLE!**

**21 DER FLUCH DER DIGITALISIERUNG
ROHSTOFFABBAU UND KRIEG**

**26 INVESTITIONEN IN DEN
TRANSPORTSEKTOR ZUM WANDEL**



ATTAC SUISSE 1700 FRIBOURG
ATTAC.CH

La taxe sur les transactions financières

Un outil au service de la justice sociale et climatique

Patrick Ernst

Die Finanztransaktionssteuer Ein Instrument im Dienste der sozialen und klimatischen Gerechtigkeit

La financiarisation de l'économie accroît une concentration prodigieuse de la richesse et encourage un processus d'enrichissement dans l'intérêt des personnes les plus fortunées. Ce phénomène d'accaparement est sans équivalent dans l'histoire. Il accélère terriblement le creusement des inégalités, l'augmentation de la pauvreté et une précarisation des classes sociales. Avec ce système financier, les injustices sociales et les disparités économiques ont pris une ampleur inconnue jusqu'à ! Ce dénuement croissant n'empêche pas les riches de faire l'étalage de leur consommation tout en exhibant leur vitrine de luxe, et ceci au détriment des efforts auxquels consentent les populations pour lutter contre la pollution et les émissions de CO₂. Avec l'explosion du trafic financier sur les marchés boursiers, tous les voyants sont au rouge.

Une remise en question de l'identité politique des sociétés

Il serait temps de reconnaître l'urgence de mettre en place des alternatives viables qui puissent engendrer une redistribution plus équitable des richesses à l'échelle de la planète et au service du bien commun. L'expansion insensée de la spéculation financière et l'explosion sans précédent du volume des transactions financières participent d'une remise en cause radicale de l'identité politique des sociétés. La haute finance a trouvé le moyen de se débarrasser de tous les coûts et de la mettre à la charge du contribuable. Elle ne paie nulle part dans cet espace virtuel du système financier les frais de l'État, et n'a même pas besoin de répondre devant personne d'une quelconque responsabilité. En plus, elle a trouvé l'astuce d'augmenter la liquidité des marchés grâce à la vitesse des transactions qui est devenue partout la source de l'efficacité, puisque les opérations s'effectuent désormais à la nanoseconde sans que les États soient capables d'en mesurer le trafic. Les marchés financiers échappent complètement à la régulation économique des États nationaux, lesquels ne sont même plus en mesure de surveiller ni de maîtriser les flux d'argent qui circulent sur les marchés, non seulement pour en identifier l'origine, mais aussi pour en contrôler l'usage, afin qu'ils ne servent pas des fins criminelles, voire des trafics illicites.

Retour aux sources d'une taxe infime

Aussi, pour freiner l'accélération de ce capitalisme financier et le volume exorbitant de la spéculation financière qu'il autorise actuellement sur les marchés, revenir à l'idée d'une taxation infime des transactions financières pour enrayer les écarts de richesse qui ne

Die Finanzialisierung der Wirtschaft verstärkt die enorme Konzentration von Reichtum und fördert einen Prozess der Bereicherung zugunsten der wohlhabendsten Menschen. Dieses Phänomen der Anhäufung von Reichtum ist in der Geschichte beispiellos. Es beschleunigt in erschreckender Weise die Vertiefung der Ungleichheiten, die Zunahme der Armut und die Prekarisierung der sozialen Schichten. Mit diesem Finanzsystem haben soziale Ungerechtigkeiten und wirtschaftliche Ungleichheiten ein bisher unbekanntes Ausmaß angenommen! Diese zunehmende Verarmung hindert die Reichen nicht daran, ihren Konsum und gleichzeitig ihre Luxusgüter zur Schau zu stellen, und dies zum Nachteil der Bemühungen der Bevölkerung, die Umweltverschmutzung und die CO₂-Emissionen zu bekämpfen. Mit der Explosion des Finanzverkehrs an den Börsen stehen alle Ampeln auf Rot.

Ein Hinterfragen der politischen Identität von Gesellschaften

Es ist an der Zeit, die Dringlichkeit der Einführung tragfähiger Alternativen anzuerkennen, die zu einer gerechteren Umverteilung des Reichtums auf globaler Ebene und im Dienste des Gemeinwohls führen können. Die unsinnige Ausweitung der Finanzspekulation und die beispiellose Explosion des Finanztransaktionsvolumens tragen zu einer radikalen Infragestellung der politischen Identität von Gesellschaften bei. Die Hochfinanz hat einen Weg gefunden, sich aller Kosten zu entledigen und sie dem Steuerzahler aufzubürden. In diesem virtuellen Raum des Finanzsystems zahlt sie nirgendwo die Kosten des Staates und muss sich nicht einmal gegenüber irgendjemandem für irgendetwas verantworten. Darüber hinaus hat sie einen Trick gefunden, um die Liquidität der Märkte durch die Geschwindigkeit der Transaktionen zu erhöhen, die überall zur Quelle der Effizienz geworden ist, da die Transaktionen nun in Nanosekunden abgewickelt werden, ohne dass die Staaten in der Lage sind, den Datenverkehr zu messen. Die Finanzmärkte entziehen sich vollständig der wirtschaftlichen Regulierung durch die Nationalstaaten, die nicht einmal mehr in der Lage sind, die Geldströme auf den Märkten zu überwachen und zu kontrollieren, nicht nur um deren Herkunft zu identifizieren, sondern auch deren Verwendung zu kontrollieren, damit sie nicht für kriminelle Zwecke oder sogar illegale Geschäfte genutzt werden.

cessent de se creuser dangereusement n'est plus dépourvu de sens. Une taxation des transactions financières devient même nécessaire pour contenir les nombreux allers-retours sur les marchés financiers, compte tenu de l'essor extraordinaire du *trading* à haute fréquence qui a littéralement explosé ces dernières années. On mesure qu'en moins d'une cinquantaine d'années, le volume des transactions financières est passé de 300 millions de dollars en 1960 à 200 000 milliards de dollars en 2021, soit une évolution de 5 % à 300 % du PIB mondial ! La masse des multitudes d'ordres d'achat et de vente d'actions en un temps record mesurées à la nanoseconde à partir d'algorithmes et d'ordinateurs surpuissants est devenue gigantesque et s'élève non pas à des milliards, mais à des centaines de milliards, voire maintenant des millions de milliards qui transitent tous les jours sur les marchés et ne profitent qu'aux spéculateurs. Ne pas taxer des flux d'argent aussi importants est tout simplement irresponsable et incohérent avec les défis actuels du dérèglement climatique !

Une taxe infime de 0,1 % permettrait de limiter les excès des uns pour permettre aux autres de mieux fonctionner. C'est là le fondement de la taxe Tobin, puisque comme le souhaitait James Tobin lui-même dans les années 1980, rappelle Gunther Capelle-Blancard, une taxe infime ne vise pas à freiner les investissements et les échanges, mais à contenir les acteurs de la haute finance qui, dans une même journée, passent leur temps à acheter et à revendre des actions dans le seul but de réaliser du profit. Il ne s'agit donc pas pour James Tobin de les interdire, mais plutôt de les encadrer, car comme il aimait le rappeler, nous ne pouvons pas laisser les marchés gouverner le monde. L'économie a besoin de règles et ce n'est pas à la spéculation de gouverner l'avenir de l'humanité. Le projet de cette taxe vise une nouvelle planification nationale de la finance en mesure de renouer avec une politique keynésienne, comme celle qui a scellé le succès de la reconstruction de l'Europe après-guerre dans les années 60 et 70. Autrement dit, il s'agit de prolonger la conception keynésienne du compromis de la régulation institutionnelle en faveur d'une taxe sur la liquidité des marchés afin de redonner à l'État une marge de manœuvre indispensable pour affronter les nouveaux défis et mener de nouvelles politiques publiques en phase avec le monde actuel. Il s'agit en définitive de dégager une manne financière à l'endroit d'une croissance solide et durable, en accord avec les enjeux climatiques. Pour une fois, comme l'imaginait James Tobin en son temps, l'économie serait de nature à changer le monde, en allant cette fois-ci du bon côté.

Une idée simple pour des pas de géant

L'application d'une taxe sur les transactions financières est un moyen de faire payer leur juste part aux acteurs des marchés financiers qui profitent de ce système, des

Zurück zu den Ursprüngen einer winzigen Steuer

Um die Beschleunigung dieses Finanzkapitalismus und das exorbitante Volumen der Finanzspekulationen, die er derzeit auf den Märkten zulässt, zu bremsen und die immer größer werdenden und gefährlichen Wohlstandsunterschiede einzudämmen, ist es nicht mehr sinnlos, zu der Idee einer minimalen Besteuerung von Finanztransaktionen zurückzukehren. Eine Besteuerung von Finanztransaktionen wird sogar notwendig, um die zahlreichen Hin- und Herbewegungen auf den Finanzmärkten einzudämmen, vor allem angesichts des außerordentlichen Booms des Hochfrequenzhandels, der in den letzten Jahren buchstäblich explodiert ist. Man muss sich vor Augen führen, dass das Volumen der Finanztransaktionen in weniger als fünfzig Jahren von 300 Millionen Dollar im Jahr 1960 auf 200.000 Milliarden Dollar im Jahr 2021 gestiegen ist, was einer Entwicklung von 5 % auf 300% des weltweiten BIP entspricht! Die Masse der unzähligen Kauf- und Verkaufsaufträge für Aktien, die in einer Rekordzeit gemessen in Nanosekunden anhand von Algorithmen und leistungsstarken Computern ausgeführt werden, ist gigantisch geworden und beläuft sich nicht mehr auf Milliarden, sondern auf Hunderte

La taxe est le symbole d'une volonté de reconquête des espaces démocratiques confisqués par la finance

von Milliarden, ja sogar auf Billionen, die täglich über die Märkte fließen und nur den Spekulanten zugutekommen. Es ist einfach unverantwortlich und unvereinbar mit den aktuellen Herausforderungen des Klimawandels, solche großen Geldströme nicht zu besteuern!

Eine winzige Steuer von 0,1 % würde es ermöglichen, die Exzesse der einen zu begrenzen, damit die anderen besser funktionieren können. Dies ist die Grundlage der Tobin-Steuer, denn wie James Tobin selbst in den 1980er Jahren wünschte, erinnert Gunther Capelle-Blancard, zielt eine winzige Steuer nicht darauf ab, Investitionen und Handel zu bremsen, sondern die Akteure der Hochfinanz einzudämmen, die an einem einzigen Tag ihre Zeit damit verbringen, Aktien zu kaufen und wieder zu verkaufen, mit dem einzigen Ziel, Profit zu erzielen. James Tobin geht es also nicht darum, sie zu verbieten, sondern sie zu regulieren, denn wie er gerne betonte, können wir nicht zulassen, dass die Märkte die Welt regieren. Die Wirtschaft braucht Regeln, und es ist nicht Aufgabe der Spekulation, über die Zukunft der Menschheit zu entscheiden. Das Projekt dieser Steuer zielt auf eine neue nationale Finanzplanung ab, die an die keynesianische Politik anknüpft, welche den Erfolg des Wiederaufbaus Europas in den 60er und 70er Jahren nach dem Krieg besiegelt hat. Mit anderen Worten geht es darum, das keynesianische Konzept des Kompromisses der institutionellen Regulierung zugunsten einer Steuer auf die Liquidität der Märkte fortzusetzen, um dem Staat den notwendigen Spielraum zu geben, neue Herausforderungen anzugehen und neue öffentliche Politiken im Einklang mit der heutigen Welt zu verfolgen. Letztendlich geht es darum, finanzielle

grandes banques aux grandes institutions financières, en mettant en place des mécanismes de contrôle qui permettent de délimiter géographiquement le lieu d'émission des transactions financières en fixant un périmètre territorial. La force révolutionnaire de l'idée de la taxe Tobin tient surtout à la simplicité avec

Mittel für ein solides und nachhaltiges Wachstum im Einklang mit den klimatischen Herausforderungen freizusetzen. Somit wäre einmal, wie James Tobin es sich zu seiner Zeit vorgestellt hatte, die Wirtschaft in der Lage, die Welt zu verändern, diesmal jedoch zum Guten.



laquelle il est possible de réaliser des pas de géant. Une toute petite taxe pour des revenus considérables, sans que l'économie productive en soit affectée. Autrement dit, un potentiel immense de financement. La simplicité avec laquelle elle pourrait être appliquée et mise en œuvre constitue son avantage par rapport à des traités ou des dispositifs extrêmement sophistiqués dans lesquels les lobbies aiment s'engouffrer pour réglementer les marchés. Là où se sont des milliers de pages de réglementation sur les banques, voire encore les centaines d'amendements qui les prolongent, la simplicité de la taxe est particulièrement édifiante et facile à concevoir. C'est bien pour cela qu'elle est aussi très populaire, comme le démontre un récent sondage qui atteste que plus de 60 % des Européens y sont favorables. Une taxe sur les transactions financières a donc de sérieux atouts pour réduire les inégalités économiques et augmenter en conséquence le budget de l'État. Loin d'être un outil obsolète, elle est parfaitement en phase avec les enjeux contemporains du monde et le volume exponentiel sans précédent des transactions financières. Sa mise en œuvre assure des revenus substantiels à l'État, tout en réduisant la taille du déficit public, en contribuant à la stabilité économique du pays.

Une taxe pour soutenir la transition écologique et sociale

Une taxation de 0,1 % recouvre un potentiel considérable avec un pourcentage infime. Dès lors,

Eine einfache Idee für riesige Fortschritte

Die Einführung einer Finanztransaktionssteuer ist ein Mittel, um die Akteure der Finanzmärkte, die von diesem System profitieren, von den Großbanken bis hin zu den großen Finanzinstituten, ihren gerechten Anteil zahlen zu lassen, indem Kontrollmechanismen eingerichtet werden, die es ermöglichen, den Ort der Emission von Finanztransaktionen geografisch durch die Festlegung eines territorialen Perimeters abzugrenzen. Die revolutionäre Kraft der Tobin-Steuer liegt vor allem in der Einfachheit, mit der riesige Fortschritte erzielt werden können. Eine winzige Steuer für beträchtliche

Einnahmen, ohne dass die produktive Wirtschaft beeinträchtigt wird. Mit anderen Worten: ein immenses Finanzierungspotenzial. Die Einfachheit, mit der sie angewendet und umgesetzt werden könnte, ist ihr Vorteil gegenüber äußerst komplexen Verträgen oder Mechanismen, in die sich Lobbyisten gerne stürzen, um die Märkte zu regulieren. Angesichts tausender Seiten von Vorschriften für Banken und Hunderter von Änderungsanträgen, die diese noch ergänzen, ist die Einfachheit der Steuer besonders beeindruckend und leicht zu verstehen. Genau deshalb ist sie auch so beliebt, wie eine aktuelle Umfrage zeigt, wonach mehr als 60 % der Europäer sie befürworten. Eine Finanztransaktionssteuer hat also wesentliche Vorteile, um wirtschaftliche Ungleichheiten zu verringern und damit den Staatshaushalt zu erhöhen. Sie ist keineswegs ein veraltetes Instrument, sondern steht in vollem Einklang mit den aktuellen Herausforderungen der Welt und dem beispiellosen exponentiellen Volumen der Finanztransaktionen. Ihre Umsetzung sichert dem Staat erhebliche Einnahmen und verringert gleichzeitig das öffentliche Defizit, was zur wirtschaftlichen Stabilität des Landes beiträgt.

Eine Steuer zur Unterstützung des ökologischen und sozialen Wandels

Eine Besteuerung von 0,1 % birgt ein beträchtliches Potenzial bei einem minimalen Prozentsatz. Warum also auf die nächste Krise warten und nicht sofort die Finanzwelt auffordern, sich an der wirtschaftlichen

pourquoi attendre la prochaine crise et ne pas demander tout de suite à la finance de participer à la stabilisation économique en freinant quelque peu la spéculation à outrance, et ceci en redonnant un peu d'autonomie aux politiques monétaires nationales. Instaurer une taxe relève d'une question politique de responsabilité vis-à-vis du contribuable suisse, d'une économie plus transparente et authentique, et enfin d'une question centrale de souveraineté nationale par rapport à la dérégulation des marchés ou l'instabilité de la géopolitique mondiale actuelle sous l'influence du président des États-Unis. Les recettes réalisées grâce à la taxe permettraient de créer un fonds d'investissement significatif pour investir dans un avenir de plus en plus incertain, afin de renforcer l'approvisionnement public, la protection du climat et la justice climatique globale. Les exemples de projets qui pourraient être financés par ce fonds sont considérables : le renforcement des régions alpines et des villes pour faire face aux dérèglements climatiques ou aux vagues de chaleur ; le développement des infrastructures énergétiques ; le soutien au développement de la production d'énergie renouvelable ; la lutte contre la pénurie de personnel qualifié dans le secteur de la santé et de l'éducation ; l'acquisition d'entreprise d'importance nationale par la Confédération ; le renforcement des transports publics et la gratuité ; la recherche de nouveaux médicaments ; de nouvelles recettes de protection sociale ; des réformes sociales des politiques publiques pour accompagner la hausse des besoins sociaux, assurant la colonne vertébrale d'une cohésion sociale puissante et équitable - et ainsi de suite.

Une taxe sur les transactions financières n'a rien d'utopique ni de caricatural, la rejeter au motif qu'elle serait impraticable sur le territoire suisse est absurde. Nous sommes convaincus qu'une taxe sur les transactions financières constitue un projet porteur d'espoirs pour l'avenir et propice à une économie centrée sur le bien commun, et plus sur la maximisation du profit ; un projet dont il peut émerger la motivation politique nécessaire à un virage socioécologique. Un espoir pour les jeunes générations.

Stabilisierung zu beteiligen, indem sie die exzessive Spekulation etwas bremst und damit den nationalen Geldpolitiken wieder etwas mehr Autonomie zurückgibt? Die Einführung einer Steuer ist eine Frage der politischen Verantwortung gegenüber den Schweizer Steuerzahlern, einer transparenteren und authentischeren Wirtschaft und schließlich eine zentrale Frage der nationalen Souveränität im Hinblick auf die Deregulierung der Märkte oder die Instabilität der aktuellen Weltgeopolitik unter dem Einfluss des Präsidenten der Vereinigten Staaten. Die durch die Steuer erzielten Einnahmen würden es ermöglichen, einen bedeutenden Investitionsfonds für eine zunehmend unsichere Zukunft zu schaffen, um die öffentliche Versorgung, den Klimaschutz und die globale Klimagerechtigkeit zu stärken. Die Beispiele für Projekte, die aus diesem Fonds finanziert werden könnten, sind zahlreich: Stärkung der Alpenregionen und Städte, um dem Klimawandel oder Hitzewellen zu begegnen; Ausbau der Infrastruktur für erneuerbare Energien; Unterstützung der Entwicklung der Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen; Bekämpfung des Fachkräftemangels im Gesundheits- und Bildungswesen; Erwerb von Unternehmen von nationaler Bedeutung durch den Bund; Stärkung der öffentlichen Verkehrsmittel und dessen kostenlose Nutzung; Entwicklung neuer Medikamente; neue Einnahmen für den Sozialschutz; soziale Reformen der öffentlichen Politik, um den steigenden sozialen Bedürfnissen gerecht zu werden und so das Rückgrat eines starken und gerechten sozialen Zusammenhalts zu sichern – und so weiter.

Eine Finanztransaktionssteuer ist weder utopisch noch karikaturistisch. Sie mit der Begründung abzulehnen, sie sei auf Schweizer Gebiet nicht praktikabel, ist absurd. Wir sind überzeugt, dass eine Finanztransaktionssteuer ein Projekt ist, das Hoffnung für die Zukunft bringt und einer Wirtschaft förderlich ist, die sich am Gemeinwohl und nicht mehr an der Gewinnmaximierung orientiert; ein Projekt, aus dem die für einen sozioökologischen Wandel notwendige politische Motivation hervorgehen kann. Eine Hoffnung für die jungen Generationen.



Gunther Capelle-Blancard
*La taxation des transactions
financières*

La Découverte, Paris, 2024

Retour à la taxation des transactions financières

Une taxe pour davantage de stabilité financière en Suisse

Propos recueillis par Patrick Ernst
en collaboration avec Pierre Duffour

Entretien avec le professeur d'économie
Sergio Rossi

Depuis une cinquantaine d'années, le volume des transactions financières dans le monde a littéralement explosé. Est-ce que l'on sait pour la Suisse ce que représente le volume des transactions financières ?

Sergio Rossi : La Banque des règlements internationaux (BRI) publie tous les trois ans un rapport assez étoffé. Elle a indiqué pour la Suisse que le PIB représente quelque 800 milliards de francs par année. C'est à peu près la somme que les banques se prêtent entre elles en Suisse, pendant trois jours ouvrables, du lundi au mercredi. En une année, le trafic des transactions financières purement spéculatives menées par les opérateurs suisses correspond à l'équivalent de 130 fois le PIB du pays et environ 360 fois notre besoin fiscal (286 milliards pour 2026^[1]). Non seulement on voit l'ampleur des enjeux financiers que cela représente, mais aussi les risques financiers en cas d'effondrement des marchés. Ce trafic financier constitue en soi une menace pour la stabilité financière du pays. Encore récemment, la Banque nationale suisse (BNS) a été assez réticente pour annoncer quels sont les volumes des sommes financières que les banques se prêtent entre elles pendant une journée ouvrable. Or, la très grande majorité de ces transactions interbancaires ne concerne pas la production de biens ou de services. Ce sont des transactions pour des activités purement financières, et à peu près 98 % de ces montants ne contribuent pas à la croissance du PIB en Suisse.

La BNS est donc la seule institution en charge de la surveillance des marchés ?

La BNS a bel et bien la charge de la surveillance macroprudentielle de l'ensemble des banques, alors que l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA) est en charge de la surveillance microprudentielle, de chaque institut bancaire

Eine Steuer für mehr Finanzstabilität in der Schweiz

Seit etwa fünfzig Jahren ist das Volumen der Finanztransaktionen weltweit regelrecht explodiert. Ist bekannt, wie hoch das Volumen der Finanztransaktionen in der Schweiz ist?

Sergio Rossi: Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) veröffentlicht alle drei Jahre einen recht ausführlichen Bericht. Darin wird für die Schweiz ein BIP von rund 800 Milliarden Franken pro Jahr angegeben. Das entspricht in etwa der Summe, die sich die Banken in der Schweiz innerhalb von drei Arbeitstagen, von Montag bis Mittwoch, gegenseitig leihen. In einem Jahr entspricht der Handel mit rein spekulativen Finanztransaktionen, die von Schweizer Händlern getätigt werden, dem 130-fachen des BIP des Landes und etwa dem 360-fachen unseres Steuerbedarfs (286 Milliarden für 2026^[1]). Man sieht nicht nur das Ausmass der finanziellen Herausforderungen, die dies



La Banque nationale Suisse, Place fédérale à Berne

mit sich bringt, sondern auch die finanziellen Risiken im Falle eines Zusammenbruchs der Märkte. Dieser Finanzverkehr stellt an sich schon eine Gefahr für die finanzielle Stabilität des Landes dar. Noch vor kurzem zögerte die Schweizerische

Nationalbank (SNB) ziemlich, die Höhe der Finanzbeträge bekannt zu geben, die sich die Banken an einem Arbeitstag gegenseitig leihen. Die überwiegende Mehrheit dieser Interbankengeschäfte betrifft jedoch nicht die Produktion von Gütern oder Dienstleistungen. Es handelt sich um Transaktionen für rein finanzielle Aktivitäten, und etwa 98 % dieser Beträge tragen nicht zum Wachstum des BIP in der Schweiz bei.

Ist die SNB also die einzige Institution, die für die Überwachung der Märkte zuständig ist ?

Die SNB ist tatsächlich für die makroprudenzielle Aufsicht über alle Banken zuständig, während die Finanzmarktaufsicht (FINMA) für die mikroprudenzielle Aufsicht über jedes einzelne

Titulaire de la chaire de macroéconomie et d'économie monétaire à l'Université de Fribourg.

^[1] Administration fédérale des finances AFF, Aperçu de l'évolution des recettes et des dépenses, 25 juin 2025.

Inhaber des Lehrstuhls für Makroökonomie und Geldwirtschaft an der Universität Freiburg.

^[1] Eidgenössische Finanzverwaltung EFV, Überblick über die Entwicklung der Einnahmen und Ausgaben, 25. Juni 2025.

séparément. Toutefois, c'est la BNS qui publie les statistiques, mais seulement de manière agrégée. On ne sait pas dans cet agrégat quelle est la partie qui correspond à la croissance du PIB et quelle est la partie qui en revanche relève des transactions qui ne mènent à rien, sauf à de la pure spéculation. Elle publie les statistiques une fois par semaine, le lundi matin à neuf heures, pour nous dire de combien a augmenté la masse monétaire en Suisse d'une semaine à l'autre. À l'intérieur de la BNS, il n'y a personne qui zoome pour faire le tri.

Très concrètement, qu'est-ce qui définit une transaction financière à haute fréquence ?

Une transaction à haute fréquence consiste à passer une multitude d'ordres en un temps record mesurée en nanosecondes à partir d'algorithmes et d'ordinateurs super puissants. Bien que l'on manque d'études sur le sujet, le *high-frequency trading* (HFT) représente entre la moitié et les deux tiers des transactions boursières. Pour gagner quelques microsecondes, certains opérateurs HFT développent des réseaux de communication parallèles avec de la fibre optique. La vitesse est donc devenue partout la source de l'efficacité des marchés. C'est cela la transaction à haute fréquence. C'est de la spéculation pure et simple qui se chiffre en centaines de milliers de milliards et s'effectue en quelques nanosecondes. Voilà toute la symbolique des transactions financières.

C'est bien cette spéculation qui constitue un danger pour les caisses de pension en Suisse, car elles pratiquent continuellement des placements sur les marchés financiers, ce qui peut avoir un effet délétère sur les actifs financiers, et explique par conséquent que les retraités voient régulièrement les rentes diminuer. C'est important de distinguer ce qui relève de la pure spéculation et ce qui relève d'un investissement. Sur le principe, il y a des actions sur lesquelles reposent des entreprises solides que l'on souhaite soutenir en conservant les titres pendant une année, cinq ans, dix ans, ce qui représente un investissement. La spéculation, quant à elle, repose essentiellement sur la volatilité des cours de la bourse, et c'est la différence d'une minute à l'autre du prix des actions, multipliées par le nombre d'actions qui représente ce que l'on gagne.

Y a-t-il un moyen de pression sur la BNS pour qu'elle soit plus transparente ?

Il suffit de regarder l'article cinq de la Loi sur la Banque Nationale suisse (LBN), entré en vigueur en 2004. L'article 5, al.1 dit : « La Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle assure la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture ». L'al.2 précise que « Dans les limites ainsi fixées : a) elle approvisionne en liquidités le marché monétaire en francs suisses ; b) elle assure l'approvisionnement en numéraire ; c) elle facilite et assure le bon fonctionnement de systèmes de paiement sans numéraire ; d) elle gère les réserves monétaires ; e) elle

Bankinstitut zuständig ist. Die SNB veröffentlicht jedoch die Statistiken, allerdings nur in aggregierter Form. Aus dieser Gesamtzahl geht nicht hervor, welcher Teil auf das BIP-Wachstum zurückzuführen ist und welcher Teil hingegen auf Transaktionen, die zu nichts führen, außer zu reiner Spekulation. Die SNB veröffentlicht die Statistiken einmal pro Woche, montags um 9 Uhr morgens, um uns mitzuteilen, um wie viel die Geldmenge in der Schweiz von einer Woche zur nächsten gestiegen ist. Innerhalb der SNB gibt es niemanden, der sich damit befasst, dies zuzuordnen.

Was genau macht eine Hochfrequenz-Finanztransaktion aus?

Eine Hochfrequenz-Transaktion besteht darin, eine Vielzahl von Aufträgen in Rekordzeit, gemessen in Nanosekunden, mithilfe von Algorithmen und superleistungsfähigen Computern auszuführen. Obwohl es zu diesem Thema kaum Studien gibt, macht der *Hochfrequenzhandel* (*High-Frequency Trading*, HFT) zwischen der Hälfte und zwei Dritteln der Börsentransaktionen aus. Um einige Mikrosekunden zu gewinnen, entwickeln einige HFT-Betreiber parallele Kommunikationsnetze mit Glasfasertechnik. Geschwindigkeit ist somit überall zur Quelle der Markteffizienz geworden. Das ist die Hochfrequenztransaktion. Es handelt sich um reine Spekulation, die sich auf Hunderte von Billionen beläuft und in wenigen Nanosekunden durchgeführt wird. Das ist die ganze Symbolik der Finanztransaktionen.

Es ist genau diese Spekulation, die eine Gefahr für die Pensionskassen in der Schweiz darstellt, da sie ständig Anlagen auf den Finanzmärkten tätigen, was sich nachteilig auf die Finanzanlagen auswirken kann und daher dazu führt, dass Rentner regelmäßige Rentenkürzungen hinnehmen müssen. Es ist wichtig, zwischen reiner Spekulation und einer Investition zu unterscheiden. Grundsätzlich gibt es Aktien, die auf soliden Unternehmen basieren, die man unterstützen möchte, indem man die Wertpapiere ein Jahr, fünf Jahre oder zehn Jahre lang hält, was eine Investition darstellt. Spekulation hingegen basiert im Wesentlichen auf der Volatilität der Börsenkurse, und der Gewinn ergibt sich aus der von Minute zu Minute schwankenden Kursdifferenz der Aktien, multipliziert mit der Anzahl der Aktien.

Gibt es eine Möglichkeit, Druck auf die SNB auszuüben, damit sie transparenter wird?

Man muss sich nur Artikel 5 des Gesetzes über die Schweizerische Nationalbank (BNG) ansehen, das 2004 in Kraft getreten ist. Artikel 5 Absatz 1 lautet: «Die Nationalbank führt die Geld- und Währungspolitik im allgemeinen Interesse des Landes. Sie sorgt für Preisstabilität. Dabei berücksichtigt sie die Entwicklung der Konjunktur.» Absatz 2 präzisiert: «Innerhalb der so festgelegten Grenzen: a) versorgt sie den Geldmarkt mit Schweizer Franken; b) sichert sie die Bargeldversorgung; c) fördert und sichert sie das

contribue à la stabilité du système financier ». Ce dernier alinéa montre que la BNS doit contribuer à la stabilité financière. Et donc, pour éviter l'instabilité financière qui mène à des crises bancaires comme en 2008 ou à la faillite de Credit Suisse en 2023, il est impératif d'intervenir non pas une fois que la crise est avérée, mais avant, pour empêcher la crise, ou du moins l'anticiper. Cela veut dire qu'il faudrait une comptabilité bancaire beaucoup plus transparente, ne serait-ce que par respect pour le contribuable suisse. Il serait vraiment essentiel d'exiger plus de transparence, car dans le cas de Credit Suisse les pertes sont assumées par le contribuable en dernière instance. C'est comme ça qu'il s'est vu forcé de venir à la rescousse en accordant des garanties et une aide publique à hauteur de 110 milliards de francs.

Est-ce que cette tendance à la spéculation va encore augmenter ?

En Suisse, les activités spéculatives augmentent de manière exponentielle, parce que la réglementation financière a été édulcorée, c'est-à-dire que les banques doivent mettre de côté jusqu'à 15 % de fonds propres pour des activités très spéculatives, alors que le contribuable suisse doit mettre au moins 20 % de fonds propres s'il veut avoir un crédit hypothécaire.

Si j'achète une maison, il y a un objet physique et, en principe, le prix des maisons ne baisse pas, il est plutôt à la hausse, et garanti par 20 % de fonds propres au moins, alors que si une banque achète des titres purement spéculatifs, elle doit non pas avoir 20 % de fonds propres, mais seulement 15 % de fonds propres. En plus l'hypothèque repose sur un gage physique, tandis que le titre spéculatif ne repose sur rien de concret. Ce sont des actifs basés sur d'autres actifs, ce sont des produits dérivés ou structurés, très complexes, et finalement, toute cette construction financière sous-jacente ne repose sur rien de concret. Cette spéculation va très certainement encore augmenter ces prochaines années, d'autant plus parce qu'on a vu en 2023 comment en Suisse une banque d'importance systémique ne peut pas être mise en faillite, car elle est « *too big to fail* ».

Selon vous, qu'est-ce qu'il faudrait proposer comme solution à la régulation des transactions financières ? Autrement dit, comment mettre un grain de sable, comme disait James Tobin, pour freiner le processus et assurer une meilleure stabilité financière en Suisse ?

C'est une question difficile. On est loin de mettre en place cette solution pour un financement innovant qui pourrait servir à la lutte contre le réchauffement climatique et l'investissement public. C'est un sujet complexe, apparemment. Du côté des opposants, ils avancent certes de fausses idées, en disant qu'il y aura moins de *business* pour les banques, qu'elles vont devoir licencier. Et comme elles feront moins de profits, elles devront aussi augmenter les taux d'intérêt pour les petites et moyennes entreprises ou alors baisser

reibungslose Funktionieren bargeldloser Zahlungssysteme; d) verwaltet sie die Währungsreserven; e) trägt sie zur Stabilität des Finanzsystems bei». Dieser letzte Absatz zeigt, dass die SNB zur Finanzstabilität beitragen muss. Um also finanzielle Instabilität zu vermeiden, die zu Bankenkrisen wie 2008 oder zum Konkurs der Credit Suisse im Jahr 2023 führt, ist es unerlässlich, nicht erst zu intervenieren, wenn die Krise bereits eingetreten ist, sondern vorher, um die Krise zu verhindern oder zumindest zu antizipieren. Das bedeutet, dass eine viel transparentere Bankbuchhaltung erforderlich wäre, schon allein aus Respekt gegenüber den Schweizer Steuerzahlern. Es wäre wirklich wichtig, mehr Transparenz zu fordern, denn im Fall der Credit Suisse werden die Verluste letztendlich vom Steuerzahler getragen. So sah er sich gezwungen, mit Garantien und staatlichen Hilfen in Höhe von 110 Milliarden Franken zu Hilfe zu kommen.

Wird diese Tendenz zur Spekulation noch zunehmen?

In der Schweiz nehmen spekulative Aktivitäten exponentiell zu, weil die Finanzregulierung abgeschwächt wurde, d. h. Banken müssen bis zu 15 % Eigenkapital für hochspekulative Aktivitäten vorhalten, während der Schweizer Steuerzahler mindestens 20 % Eigenkapital aufbringen muss, wenn er eine Hypothek aufnehmen will.

Wenn ich ein Haus kaufe, gibt es einen physischen Gegenstand, und im Prinzip sinken die Hauspreise nicht, sondern steigen eher, und sie sind durch mindestens 20 % Eigenkapital garantiert, während eine Bank, die rein spekulative Wertpapiere kauft, nicht 20 %, sondern nur 15 % Eigenkapital vorweisen muss. Außerdem basiert die Hypothek auf einer physischen Sicherheit, während spekulative Wertpapiere auf nichts Konkretem beruhen. Es handelt sich um Vermögenswerte, die auf anderen Vermögenswerten basieren, um sehr komplexe Derivate oder strukturierte Produkte, und letztendlich basiert dieses gesamte zugrunde liegende Finanzkonstrukt auf nichts Konkretem. Diese Spekulationen werden in den nächsten Jahren mit Sicherheit noch zunehmen, zumal wir 2023 gesehen haben, dass eine systemrelevante Bank in der Schweiz nicht in Konkurs gehen kann, weil sie „*too big to fail*“ ist.

Was sollte Ihrer Meinung nach als Lösung für die Regulierung von Finanztransaktionen vorgeschlagen werden? Mit anderen Worten: Wie kann man, wie James Tobin sagte, Sand ins Getriebe streuen, um den Prozess zu bremsen und eine bessere Finanzstabilität in der Schweiz zu gewährleisten?

Das ist eine schwierige Frage. Wir sind noch weit davon entfernt, diese Lösung auf eine innovative Finanzierung umzusetzen, die zur Bekämpfung der globalen Erwärmung und für öffentliche Investitionen genutzt werden könnte. Es handelt sich offenbar um

les taux d'intérêt sur les dépôts de la clientèle de la classe moyenne. Un autre argument est de dire qu'il y aura moins de recettes fiscales et que l'État devra couper dans ses propres dépenses et augmenter la charge fiscale, ce qui va faire fuir les gros contribuables. Ce sont là de faux arguments, parce que l'argument qu'il faut mettre en avant, à mon sens, au-delà des avantages que représente une telle taxe, c'est qu'il y aura davantage de stabilité financière en Suisse. Par conséquent, les activités économiques qui sont liées au territoire suisse offriront plus de garanties, ce qui non seulement va rassurer les acteurs économiques à rester en Suisse, mais va aussi attirer des capitaux étrangers qui ne cherchent pas la spéculation à haute fréquence, mais un endroit où garder l'épargne de manière sûre. Actuellement, le franc suisse est fort et va rester fort parce que la place financière mondiale est instable et fragile. Certes, les étrangers viennent en Suisse, mais ils s'aperçoivent aussi qu'il y a des risques que les banques partent en éclats comme Credit Suisse, et donc préfèrent aller ailleurs.

Une taxe sur les transactions financières serait donc

L'objectif principal d'une telle taxe est de faire en sorte que la place financière suisse soit plus stable.

une bonne chose ?

Elle permettrait évidemment d'alléger la TVA et pas mal de choses qui pèsent sur le contribuable. Toutefois, l'objectif principal n'est pas de financer les dépenses de l'État avec les recettes d'une nouvelle taxe, mais de faire en sorte que la place financière suisse soit plus stable.

Il est important d'avoir en tête qu'on gagne deux fois : il y a des capitaux qui arrivent sur le marché et sont investis de manière durable dans l'économie. Il y a donc une croissance du PIB avec un développement économique qui génère plus de places de travail, des salaires plus élevés. En plus on peut financer avec les recettes fiscales de cette taxation la 13^e rente AVS, ainsi que le revenu de base inconditionnel. On peut verser aussi des subventions aux entreprises qui font la transition énergétique, aux ménages qui bâtissent des maisons vertes.

Le but premier d'une taxation des transactions financières est de réduire la spéculation financière et d'augmenter les recettes fiscales de l'État pour financer des politiques publiques.

Comment appliquer cette taxe, par quel mécanisme faudrait-il l'envisager ?

En Suisse, on distingue les paiements de petits montants et les paiements de gros montants. La différence entre ces montants se situe à cent mille francs. Si vous êtes en dessous de cent mille, c'est un paiement de petits montants. Si vous êtes au-dessus de cent mille, c'est un

ein komplexes Thema. Die Gegner bringen zwar falsche Argumente vor, indem sie behaupten, dass es weniger *Geschäft* für die Banken geben werde und diese Entlassungen vornehmen müssten. Und da sie weniger Gewinne erzielen würden, müssten sie auch die Zinssätze für kleine und mittlere Unternehmen erhöhen oder die Zinssätze für Einlagen der Mittelschicht senken. Ein weiteres Argument lautet, dass es weniger Steuereinnahmen geben würde und der Staat seine eigenen Ausgaben kürzen und die Steuerlast erhöhen müsste, was die Großsteuerzahler vertreiben würde.

Das sind falsche Argumente, denn meiner Meinung nach sollte neben den Vorteilen einer solchen Steuer vor allem betont werden, dass sie zu mehr finanzieller Stabilität in der Schweiz führen wird. Dadurch werden die mit dem Schweizer Territorium verbundenen wirtschaftlichen Aktivitäten mehr Garantien bieten, was nicht nur die Wirtschaftsakteure davon überzeugen wird, in der Schweiz zu bleiben, sondern auch ausländisches Kapital anziehen wird, das nicht auf Hochfrequenzspekulationen aus ist, sondern einen Ort sucht, an dem es seine Ersparnisse sicher anlegen kann. Derzeit ist der Schweizer Franken stark und wird stark bleiben, da der globale Finanzplatz instabil und fragil ist. Zwar kommen Ausländer in die Schweiz, aber sie erkennen auch, dass die Gefahr besteht, dass Banken wie die Credit Suisse zusammenbrechen, und ziehen es daher vor, sich anderswo niederzulassen.

Das Hauptziel einer solchen Steuer besteht darin, den Finanzplatz Schweiz stabiler zu machen

Wäre eine Finanztransaktionssteuer also eine gute Sache?

Sie würde natürlich eine Senkung der Mehrwertsteuer und vieler anderer Belastungen für den Steuerzahler ermöglichen. Das Hauptziel besteht jedoch nicht darin, die Ausgaben des Staates mit den Einnahmen aus einer neuen Steuer zu finanzieren, sondern den Finanzplatz Schweiz stabiler zu machen.

Man muss sich vor Augen halten, dass man doppelt gewinnt: Es kommt Kapital auf den Markt, das nachhaltig in die Wirtschaft investiert wird. Dies führt zu einem Wachstum des BIP und einer wirtschaftlichen Entwicklung, die mehr Arbeitsplätze und höhere Löhne schafft. Darüber hinaus können mit den Steuereinnahmen aus dieser Besteuerung die 13^e AHV-Rente sowie das bedingungslose Grundeinkommen finanziert werden. Es können auch Subventionen an Unternehmen gezahlt werden, die die Energiewende vorantreiben, sowie an Haushalte, die grüne Häuser bauen.

Das vorrangige Ziel einer Finanztransaktionssteuer ist es, Finanzspekulationen zu reduzieren und die Steuereinnahmen des Staates zur Finanzierung öffentlicher Maßnahmen zu erhöhen.

paiement de gros montants. La taxe pourrait s'appliquer à partir d'un certain seuil minimum.

Mais est-ce que la situation économique de la Suisse est favorable ?

La situation est favorable dans la mesure où en Suisse on constate depuis quelques années une perte du pouvoir d'achat de bien des ménages de la classe moyenne, surtout des gens qui travaillent, mais aussi des gens qui sont à la retraite. Les prix de l'énergie augmentent, comme le prix de l'alimentation et les primes des assurances maladie, et les salaires ne suivent pas. Les retraites ne sont pas complètement indexées, les rentes du 2^e pilier diminuent. Au niveau des personnes au chômage ou à leur retraite, il y a de plus en plus de problèmes pour vivre jusqu'à la fin du mois. Je pense de nouveau que ce serait un moyen pour dire : non seulement il y aura davantage de stabilité financière, mais il y aura davantage d'argent dans les caisses de l'État.

Beaucoup d'experts disent qu'il n'est pas possible d'appliquer une taxe si elle n'est pas appliquée sur le plan international.

Ce n'est pas vrai, c'est le meilleur argument pour ne rien faire. C'est un argument que les opposants mettent en avant souvent. Or, d'un côté, si la Suisse le fait alors que les pays autour de nous ou ailleurs ne le font pas, la Suisse aura davantage de stabilité financière, donc elle va attirer des capitaux pour le bien commun et pas pour la spéculation. Et puis, d'un autre côté, si on le fait avant les autres, on devient un *leader* en la matière et vous verrez que les autres pays vont rapidement suivre parce qu'ils voient que ça vaut la peine de le faire.

Cela a plein de sens de le faire en Suisse, de commencer ici ! C'est un peu comme la transition écologique : si on est les premiers à la faire, on dira que le monde ne va pas changer, mais on commence à donner des signaux. Les autres suivront. On sera le *leader*, on aura une longueur d'avance, avec une meilleure réputation. Par conséquent, on va aussi attirer les investisseurs étrangers qui sont intéressés à cette réputation et pas juste par des rendements financiers à très court terme.

Il y a toujours les deux côtés de la médaille. Un prélèvement sur les transactions de 0,1 % se ferait uniquement sur les transactions financières à haute fréquence et la plupart du temps pour des sommes qui dépassent les cent mille francs. Les petits épargnants ne seraient pas affectés, ni directement ni indirectement, car cela concerne uniquement les acteurs financiers majeurs, les assurances, les banques, les caisses de pension, lesquelles auraient intérêt au demeurant à faire en sorte que la place financière soit plus stable.

Wie soll diese Steuer angewendet werden, welcher Mechanismus sollte dafür in Betracht gezogen werden?

In der Schweiz unterscheidet man zwischen Kleinbetragszahlungen und Großbetragszahlungen. Der Unterschied zwischen diesen Beträgen liegt bei hunderttausend Franken. Wenn Sie unter hunderttausend liegen, handelt es sich um eine Kleinbetragszahlung. Wenn Sie über hunderttausend liegen, handelt es sich um eine Großbetragszahlung. Die Steuer könnte ab einem bestimmten Mindestbetrag gelten.

Aber ist die wirtschaftliche Lage der Schweiz günstig?

Die Lage ist insofern günstig, als in der Schweiz seit einigen Jahren ein Kaufkraftverlust vieler Haushalte der Mittelschicht zu beobachten ist, vor allem bei Berufstätigen, aber auch bei Rentnern. Die Energiepreise steigen, ebenso wie die Lebensmittelpreise und die Krankenkassenprämien, während die Löhne nicht Schritt halten. Die Renten sind nicht vollständig indexiert, die Renten der 2.Säule sinken. Für Arbeitslose und Rentner wird es immer schwieriger, über die Runden zu kommen. Ich denke erneut, dass dies ein Mittel wäre, um zu sagen: Es wird nicht nur mehr finanzielle Stabilität geben, sondern auch mehr Geld in den Staatskassen.

Viele Experten sagen, dass es nicht möglich ist, eine Steuer einzuführen, wenn sie nicht international gilt.

Das ist nicht wahr, es ist nur das beste Argument, um nichts zu tun. Dieses Argument wird von den Gegnern oft vorgebracht. Wenn jedoch die Schweiz dies tut, während die Länder um uns herum oder anderswo dies nicht tun, wird die Schweiz mehr finanzielle Stabilität haben und somit Kapital für das Gemeinwohl und nicht für Spekulationen anziehen. Andererseits werden wir, wenn wir vor den anderen handeln, zu einem *Vorreiter* in diesem Bereich, und Sie werden sehen, dass andere Länder schnell folgen werden, weil sie erkennen, dass es sich lohnt, dies zu tun.

Es macht sehr viel Sinn, dies in der Schweiz zu tun, hier damit zu beginnen! Es ist ein bisschen wie beim ökologischen Wandel: Wenn wir die Ersten sind, die ihn vollziehen, wird man sagen, dass sich die Welt nicht ändern wird, aber wir senden damit ein Signal aus. Die anderen werden folgen. Wir werden *führend sein*, wir werden einen Vorsprung haben und einen besseren Ruf genießen. Dadurch werden wir auch ausländische Investoren anziehen, die an diesem Ruf interessiert sind und nicht nur an sehr kurzfristigen finanziellen Renditen. Es gibt immer zwei Seiten der Medaille. Eine Transaktionssteuer von 0,1 % würde nur auf hochfrequente Finanztransaktionen erhoben werden, meist für Beträge über 100'000 Franken. Kleinanleger wären weder direkt noch indirekt betroffen, da dies nur die großen Finanzakteure, Versicherungen, Banken und Pensionskassen betrifft, die im Übrigen ein Interesse daran hätten, für mehr Stabilität am Finanzplatz zu sorgen.

Retour aux fondamentaux d'attac

Lancement d'une initiative sur la taxation des transactions financières en Suisse

Le long combat de la taxation du capital

La taxation des transactions financières est un long combat. Il est porté par attac depuis plus de 25 ans pour « désarmer les marchés » et mettre un « grain de sable » dans les rouages de la spéculation financière. L'idée de la taxation des transactions financières date en réalité des années 70', initialement formulée par l'économiste américain James Tobin (1918-2002), qui lance pour la première fois son idée de taxer les transactions de change en 1978, à la suite de l'envolée de la spéculation sur les monnaies après la décision de Richard Nixon de mettre fin à la convertibilité en or du dollar en 1972.

Cette décision politique donne le coup d'envoi à un capitalisme financiarisé, qui non seulement se déploie de manière fulgurante dans l'orbite spéculative de l'informatisation de la société, mais participe de façon décisive à un extractivisme destructeur de l'environnement. Désormais, cette économie financiarisée dopée par les spéculateurs se fait prédatrice de l'ensemble de la société à travers la volatilité de la valeur de la monnaie et des actions qui dépend de plus en plus des aléas du marché mondial, de la fluctuation des marchés à la bourse de *Wall Street* ; l'instabilité économique des sociétés qui en découle devient de plus en plus la norme et ne profite finalement qu'aux spéculateurs de cette financiarisation.

La proposition d'une taxe Tobin, ou autrement dit d'une taxe sur les transactions financières, devient très vite le symbole d'une volonté de réguler la finance et de reconquérir un espace démocratique largement confisqué par la haute finance. L'ouverture économique des sociétés à la démesure de cette dynamique financière a permis précisément à une classe d'affaires de s'installer progressivement et de prendre le pouvoir sur la politique. Le décrochage institutionnel entre économie et politique qui prédomine aujourd'hui au cœur des négociations économiques internationales favorise des opérateurs financiers incapables de penser au-delà du bilan quotidien de leurs pertes et profits.

Lutter contre le démantèlement des capacités politiques des sociétés

Toute la capacité politique qui avait été investie dans les institutions en vue de garantir une véritable souveraineté politique des sociétés sur elles-mêmes est en train de disparaître de l'horizon économique. Tout ce qui relève encore d'une volonté politique de régulation entrave le libre déploiement des puissances organisées du capitalisme financier, au point que ce système qui avait bénéficié jusqu'à des structures institutionnelles de la société pour prendre son essor est devenu aujourd'hui depuis une cinquantaine d'années pure accumulation de puissance sur tout ce qui existe, avec en toile de fond un accroissement des inégalités entre riches et pauvres à travers le monde, mais aussi un extractivisme expropriant des peuples entiers de leur accès à la Terre. Dans ce contexte économique de tensions politiques, celles et ceux parmi les peuples qui occupent ces territoires depuis des millénaires et s'opposent à cette fuite en avant de la loi du commerce et de la finance, passent vite pour des ennemis du système, des ennemis à abattre, voire des activistes aux intentions terroristes, alors qu'ils défendent des valeurs et des finalités de la vie humaine à visage humain et politique, en ayant à cœur de défendre la souveraineté politique.

Une menace pour l'intégrité politique des sociétés

C'est dans ce contexte qu'émerge l'association Attac un peu partout dans le monde, d'abord en France, puis en Europe, en Afrique et en Amérique, ainsi qu'en Suisse depuis 25 ans pour contrer les marchés financiers et combattre leur dictature, comme en témoigne aujourd'hui les USA dans l'exercice de la puissance sans droit dont elle a le secret, et qui plus est prend la forme aujourd'hui d'un déchaînement de l'arbitraire et de la violence sur le plan de la géopolitique mondiale, non pas dans le but de favoriser la paix dans le monde, mais de servir uniquement les spéculateurs à l'affût des profits qu'ils peuvent réaliser grâce à la fluctuation des marchés. Face au danger que fait peser une géopolitique de la puissance de l'arbitraire des nouveaux enrichis de la finance sur l'intégrité politique des sociétés, un nouveau transfert des richesses doit avoir lieu en direction de ces dernières. C'est le temps ou jamais d'introduire une taxe sur toutes les transactions financières permettant à cette classe d'affaires de s'enrichir. Depuis les années 2000, l'accroissement de la démesure de cette dynamique de la finance constitue véritablement un danger pour la démocratie, un danger sans précédent dans l'histoire. Car pour le moment, la finalité ultime de la finance vise à brider par tous les moyens les entraves qui pourraient être appliquées pour mieux le contrôler et protéger le citoyen.ne.s des influences prédatrices du système financier. Il est temps que ce combat aboutisse avant que toutes les richesses de l'humanité ne s'échangent contre des plats de lentilles, et que la liberté qui caractérise au plus profond la vie humaine ne capitule pour quelques dollars !

Appel de dons

Attac a besoin de vous. Chaque don, petit ou grand, nous permet de poursuivre le travail de préparation pour une initiative populaire fédérale sur un projet de loi exigeant de la Confédération suisse qu'elle lève une taxe au taux minimum de 0,1 % sur toutes les transactions financières qui s'effectuent sur le territoire suisse pour favoriser une politique monétaire ancrée dans une perspective sociale et climatique. Avec votre soutien, nous poursuivons tout un travail de réflexion sur la conception d'un texte d'initiative soutenu par un large comité et permettant à une large coalition d'organisations et d'associations d'y adhérer. Il est important pour attac Suisse de rebondir sur notre domaine de compétence en menant de front ce combat jusqu'au bout, une manière de poursuivre et de concrétiser notre combat depuis 25 ans dans le but de contribuer à une redistribution plus équitable des richesses de la place financière suisse au moyen d'une taxe sur le capital. Ce projet nous tient à cœur depuis longtemps et nous sommes décidés à le faire aboutir ! De tout cœur, merci !

Attac Suisse est reconnue d'utilité publique. Vous pourrez donc déduire vos dons de vos impôts.

Pour promouvoir notre projet, nous mettons volontiers à votre disposition des numéros de notre journal *Angles d'actuel* afin que vous puissiez prendre connaissance des raisons pour lesquelles il est primordial de taxer le capital.

Pour cela, vous pouvez nous adresser un courriel à : secrétariat@attac.ch

Coordonnées bancaires pour vos dons

Attac Suisse - 1700 Fribourg

Postfinance - 3000 Berne

IBAN CH25 0900 0000 1776 2066 4

La société à l'ère numérique : un autre mode de production Évolution et transformation du Capitalisme

Pierre Duffour

Ladislau Dowbor  est diplômé en économie politique de l'Université de Lausanne et professeur à l'Université Catholique de São Paulo. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le capitalisme et s'intéresse en particulier à ses transformations systémiques. Le texte suivant propose un résumé d'une de ces parutions et traite de l'évolution et de la transformation contemporaine du capitalisme. Il esquisse un changement radical de régime économique, notamment le passage de l'argent liquide à l'argent numérique, le contrôle prédominant des transactions financières par les algorithmes, la concentration de l'appropriation des richesses et les nouvelles fractures sociales, les revenus de la rente financière et enfin les transformations du travail. Autant de pistes de réflexion que nous nous devons d'aborder si nous voulons comprendre le phénomène de la financiarisation à l'ère numérique et les menaces qui pèsent sur la structure sociale et politique. L'auteur ne propose pas de solution mais attire l'attention sur la nécessité de penser un projet politique ou une gouvernance adaptée aux défis contemporains de cette profonde mutation sociale.

Les concepts traditionnels d'analyse du capitalisme industriel ne suffisent plus pour comprendre les dynamiques actuelles. Les termes comme néo-féodalisme, capitalisme corporatif de Robert Reich, capitalisme extractif de Mariana Mazzucato et capitalisme parasitaire de Zygmunt Bauman en témoignent. Shoshana Zuboff décrit l'ère numérique de capitalisme de surveillance, tandis qu'Éric Sadin évoque le capitalisme cognitif. Jonathan Haskel et Stian Westlake se demandent même si un « capitalisme sans capital » peut encore être appelé capitalisme. Nancy Fraser, quant à elle, parle de « cannibal capitalism », où le capitalisme actuel dévore les capacités de production à long terme.

Les bases théoriques du capitalisme remontent à Adam Smith en 1776 et à Karl Marx un siècle plus tard. Au cœur du concept se trouve le mécanisme d'accumulation de capital, où les bénéfices sont générés par l'exploitation des travailleurs, leur salaire étant inférieur à la valeur produite, ce qui crée une plus-value. Ce système permet une expansion continue par le réinvestissement des profits. Bien que le système soit injuste, il a historiquement permis une augmentation de la productivité, des emplois et des impôts pour financer les politiques publiques.

Die Gesellschaft im digitalen Zeitalter: Eine andere Produktionsweise? Entwicklung und Transformation des Kapitalismus

Ladislau Dowbor  hat an der Universität Lausanne Volkswirtschaft studiert und ist Professor an der Katholischen Universität von São Paulo. Als Autor zahlreicher Bücher über den Kapitalismus interessiert er sich insbesondere für dessen systemische Transformationen. Der folgende Text bietet eine Zusammenfassung einer dieser Veröffentlichungen und befasst sich mit der Entwicklung und der zeitgenössischen Transformation des Kapitalismus. Er skizziert einen radikalen Wandel des Wirtschaftsregimes, namentlich den Übergang vom Bargeld zum digitalen Geld, die vorherrschende Kontrolle der Finanztransaktionen durch Algorithmen, die Konzentration der Reichtumsaneignung und die neuen sozialen Klüfte, die Einkünfte aus Finanzrenditen und schliesslich die Umwandlung der Arbeit. All dies sind Denkanstösse, mit denen wir uns auseinandersetzen müssen, wenn wir das Phänomen der Finanzialisierung im digitalen Zeitalter und die Bedrohungen der sozialen und politischen Struktur verstehen wollen. Der Autor schlägt keine Lösungen vor, sondern macht auf die Notwendigkeit aufmerksam, ein den heutigen Herausforderungen dieses tiefgreifenden sozialen Wandels adäquates politisches Projekt oder Regierungskonzept durchzudenken.

Zum Verständnis der aktuellen Dynamiken genügen die traditionellen Konzepte der Industriekapitalismus-Analyse nicht mehr. Begriffe wie Neofeudalismus, korporativer Kapitalismus (Robert Reich), extraktiver Kapitalismus (Mariana Mazzucato) und parasitärer Kapitalismus (Zygmunt Bauman) zeugen davon. Shoshana Zuboff beschreibt das digitale Zeitalter als Überwachungskapitalismus, während Eric Sadin vom kognitiven Kapitalismus spricht. Nancy Fraser wiederum spricht von einem «kannibalistischen Kapitalismus», bei dem der heutige Kapitalismus die Produktionskapazitäten letztlich auffrisst.

Die theoretischen Grundlagen des Kapitalismus gehen auf Adam Smith, 1776, und Karl Marx, ein Jahrhundert später, zurück. Im Zentrum des Konzepts steht der Mechanismus der Kapitalakkumulation, bei dem die Gewinne durch die Ausbeutung von Arbeitnehmern erzielt werden; ihr Lohn ist niedriger als der geschaffene

Nouveaux acteurs et mécanismes

Le capitalisme contemporain est dominé par une nouvelle aristocratie financière. Les grandes entreprises de communication et les intermédiaires mondiaux sur le marché des matières premières, tels que les courtiers, jouent désormais un rôle central. Le passage de l'argent physique à l'argent numérique est un élément clé de cette transformation. Aujourd'hui, 92 % de la liquidité mondiale est sous forme numérique. Les transactions financières sont contrôlées par des ordinateurs et des algorithmes, ce qui a transformé l'espace financier en signaux magnétiques se déplaçant à travers le monde à des vitesses extrêmement élevées, comme dans le «High Frequency Trading». 8 milliards de personnes^[2] ne sont pas une masse incalculable et se transforment en individus isolés, en sources d'information et en clients gérés par des algorithmes dont l'objectif est de maximiser le rendement financier.

Des sociétés comme BlackRock, qui gère environ 10 trillions de dollars, surpassent le budget des USA (6 trillions). Le marché mondial des produits dérivés atteignait en 2022 environ 630 trillions de dollars, alors que le PIB mondial était de 110 trillions. La plupart des gens ne comprennent pas les mécanismes d'exploitation financière, tels que les frais bancaires sur les paiements par carte ou sur une dette. Les concepts de paradis fiscal évoquent souvent des îles exotiques, mais pas des endroits comme l'État du Delaware, Wall Street ou La City de Londres. Aujourd'hui, plus de 60 % des profits des grandes entreprises sont placés dans ces paradis fiscaux.

Disparités économiques et inégalités

L'ampleur de l'appropriation des excédents par une minorité a radicalement changé. Selon les statistiques^[3], 62,5 millions de personnes dans le monde, soit 1,2 % de la population adulte, possèdent 47,8 % de la richesse accumulée, soit 221,7 trillions de dollars. En revanche, 53,2 % des adultes, soit 2,818 milliards de personnes, ne possèdent que 1,1 % de la richesse totale. Cette concentration extrême de la richesse au sommet de la pyramide sociale génère d'énormes inégalités économiques, politiques et sociales. La majeure partie de la richesse est détenue par 0,1 %, voire 0,01 % de la population.

Les inégalités de revenus sont directement liées à cette accumulation de richesse. Par exemple, un milliardaire qui place son argent à un rendement modéré de 5 % par an accroît sa richesse de 137 000 dollars par jour. Pendant ce temps, la majorité de la population mondiale peine à joindre les deux bouts. Ce phénomène, désigné par la Banque mondiale et d'autres institutions comme le *poverty trap* (piège de la pauvreté), illustre l'incapacité du capitalisme à offrir des opportunités égales à tous.

Cette fracture sociale planétaire, à la fois entre les pays et au sein de chaque pays, contraste fortement avec le potentiel de prospérité mondiale atteint grâce à la révolution scientifique et technologique. Nous vivons une période où les ressources et les capacités techniques pourraient assurer une vie digne pour tous,

Wert, was den Mehrwert ergibt. Dieses System ermöglicht eine kontinuierliche Expansion durch Reinvestition der Gewinne. So ungerecht es auch ist, historisch gesehen hat es zu einer höheren Produktivität und zu mehr Arbeitsplätzen und zu mehr Steuern für die Finanzierung der Politik der öffentlichen Hand geführt.

Neue Akteure und Mechanismen

Der heutige Kapitalismus wird von einer neuen Finanzaristokratie beherrscht. Grosse Kommunikationsunternehmen und globale Zwischenhändler auf dem Rohstoffmarkt, Broker, spielen nun eine zentrale Rolle. Der Übergang von physischem zu digitalem Geld ist ein wesentlicher Faktor dieser Transformation. Heute bestehen 92% der weltweiten Liquiditäten in digitaler Form. Finanztransaktionen werden von Computern und Algorithmen gesteuert, was den Finanzraum in magnetische Signale verwandelt hat, die mit extrem hohen Geschwindigkeiten durch die Welt rasen, wie beim "High Frequency Trading". Acht Milliarden Menschen^[2] sind nicht eine unkalkulierbare Masse; sie verwandeln sich in isolierte Individuen, in Informationsquellen und in Kunden, die von Algorithmen verwaltet werden mit dem Zweck, die finanzielle Rendite zu maximieren.

Unternehmen wie BlackRock, die etwa 10 Billionen US-Dollar verwalten, übertreffen den Haushalt der USA (6 Billionen). Der globale Derivatemarkt erreichte 2022 ein Volumen von rund 630 Billionen US-Dollar, während das globale BIP 110 Billionen betrug. Die meisten Menschen verstehen die Mechanismen der finanziellen Ausbeutung nicht, wie etwa Bankgebühren auf Kartenzahlungen oder auf eine Schuld. Der Begriff Steueroase erinnert sie oft an exotische Inseln, aber nicht an Orte wie den Bundesstaat Delaware, die Wall Street oder die City of London. Heute werden mehr als 60 % der Gewinne grosser Unternehmen in diesen Steueroasen angelegt.

Wirtschaftliche Disparitäten und Ungleichheiten

Das Ausmass der Aneignung von Überschüssen durch eine Minderheit hat sich radikal verändert. Laut Statistik^[3] besitzen weltweit 62,5 Millionen Menschen, d. h. 1,2 % der erwachsenen Bevölkerung, 47,8 % des akkumulierten Vermögens, d. h. 221,7 Billionen US-Dollar. Im Gegensatz dazu besitzen 53,2 % der Erwachsenen, d. h. 2,818 Milliarden Menschen, nur 1,1% des gesamten Vermögens. Diese extreme Vermögenskonzentration an der Spitze der Gesellschaftspyramide führt zu enormen wirtschaftlichen, politischen und sozialen Ungleichheiten. Der Grossteil des Reichtums befindet sich im Besitz von 0,1 % oder sogar 0,01 % der Bevölkerung.

Die Einkommensungleichheit steht in direktem Zusammenhang mit dieser Anhäufung von Reichtum. So erhöht ein Milliardär, der sein Geld zu einer moderaten Rendite von 5 % pro Jahr anlegt, sein Vermögen um täglich 137.000 US-Dollar, während die

mais les mécanismes économiques et sociaux en place perpétuent les inégalités et la pauvreté. Il ne s'agit pas d'un problème de manque de ressources, mais d'un problème de distribution et d'accès équitable.

Impact de la financiarisation et du rentiérisme

Le capitalisme moderne se caractérise par une tendance croissante au "rentiérisme", où les profits sont générés par des mécanismes financiers plutôt que par la production de biens et de services. Les rentiers actuels détiennent des droits sur les produits et les producteurs réels, ce qui leur permet de générer des fortunes sans participer directement à la production. Les revenus proviennent des intérêts, des dividendes, de l'exploitation des ressources naturelles, de la propriété intellectuelle et des plateformes numériques.

Ce modèle ne contribue pas à l'augmentation de la productivité. Au contraire, il concentre les richesses dans les mains de quelques-uns. Les grandes entreprises mondiales, telles qu'Amazon, Google, Facebook, Apple et Microsoft, sont principalement contrôlées par trois géants financiers : BlackRock, Vanguard et State Street. Ces GAFAM ont connu une croissance de 27 % en 2021, elles ne se contentent pas de dominer le marché ; elles contrôlent aussi les infrastructures critiques de l'économie numérique, rendant difficile la concurrence pour de nouveaux entrants.

Les processus d'intermédiation ont également changé, créant des monopoles qui extraient des rentes sans augmenter la productivité. Par exemple, Amazon a breveté le *One-click*, empêchant des milliers d'entreprises de simplifier leurs ventes. De même, Monsanto a créé des semences stériles pour empêcher les agriculteurs de les reproduire. Des entreprises comme Elsevier gagnent des milliards en rendant l'accès à la science plus difficile. Ces pratiques montrent comment les percées immatérielles, qui peuvent être reproduites à moindre coût, sont bloquées pour créer des monopoles.

Le déplacement de la base scientifique et technologique de la planète a provoqué une évolution du poids et des rapports de force entre les différents secteurs d'activité. La révolution numérique a entraîné des progrès de productivité dans les domaines industriel et agricole. Cependant, elle a surtout révolutionné les processus d'intermédiation, constituant des monopoles qui passent leur temps à se servir financièrement. Dans leur guerre pour s'approprier, ceux qui extraient le plus fragilisent l'économie productive. Le concept de «Cannibal Capitalism» de Nancy Fraser est, en ce sens, très approprié.

Contrôle et concentration du pouvoir

Le contrôle des actifs et des types de revenus par une minorité permet à ces groupes de gagner dans chaque situation. Une étude de l'École polytechnique fédérale de Zurich a montré que 737 groupes contrôlent 80 % des entreprises à travers le monde, et un noyau de 147 groupes contrôle 40 %. Ces groupes constituent une "superstructure de contrôle et d'extraction" dans le monde numérique. [4]

Mehrheit der Weltbevölkerung alle Mühe hat, über die Runden zu kommen. Dieses von der Weltbank und anderen Institutionen als *poverty trap* (Armutsfalle) bezeichnete Phänomen verdeutlicht die Unfähigkeit des Kapitalismus, allen Menschen gleiche Chancen zu bieten.

Diese weltweite soziale Kluft, sowohl innerhalb der Länder als auch zwischen ihnen, steht in scharfem Kontrast zum Potenzial für globalen Wohlstand, das durch die wissenschaftliche und technologische Revolution erreicht wurde. Wir leben in einer Zeit, in der die Ressourcen und technischen Möglichkeiten allen ein menschenwürdiges Leben gewährleisten könnten, doch die bestehenden wirtschaftlichen und sozialen Mechanismen setzen die Ungleichheit und Armut fort. Das Problem ist nicht ein Mangel an Ressourcen, sondern ein Problem der Verteilung und des gerechten Zugangs.

Auswirkungen der Finanzialisierung und des Rentierismus

Der moderne Kapitalismus zeichnet sich durch eine zunehmende Tendenz zum «Rentierismus» aus, bei dem Gewinne durch Finanzmechanismen anstatt durch die Produktion von Waren und Dienstleistungen erzielt werden. Die heutigen Rentiers besitzen Rechte über die Produkte und über die realen Produzenten, wodurch sie Vermögen generieren können, ohne direkt an der Produktion beteiligt zu sein. Die Einkünfte stammen aus Zinsen, Dividenden, der Ausbeutung natürlicher Ressourcen und geistigen Eigentums und aus digitalen Plattformen.

Dieses Modell trägt nicht zur Steigerung der Produktivität bei. Im Gegenteil, es konzentriert das Vermögen in den Händen einiger weniger. Die grossen globalen Unternehmen wie Amazon, Google, Facebook, Apple und Microsoft werden hauptsächlich von drei Finanzriesen kontrolliert: BlackRock, Vanguard und State Street. Diese GAFAMs sind 2021 um 27 % gewachsen. Sie beherrschen nicht nur den Markt, sondern kontrollieren auch die kritische Infrastruktur der digitalen Wirtschaft und erschweren damit neuen Marktteilnehmern den Wettbewerb.

Auch der Zwischenhandel hat sich verändert und Monopole geschaffen, die Renten abziehen, ohne die Produktivität zu steigern. So hat Amazon den One-Click patentiert und damit Tausende von Unternehmen daran gehindert, ihre Verkäufe zu vereinfachen. Ebenso hat Monsanto steriles Saatgut entwickelt, um Landwirte daran zu hindern, es zu züchten. Unternehmen wie Elsevier verdienen Milliarden, indem sie den Zugang zur Wissenschaft erschweren. Diese Praktiken zeigen, wie immaterielle Durchbrüche, die kostengünstig reproduziert werden können, blockiert werden, um Monopole zu schaffen.

Die Verlagerung der wissenschaftlichen und technologischen Basis des Planeten hat die Gewichts- und Machtverhältnisse zwischen den verschiedenen Wirtschaftszweigen verändert. Die digitale Revolution hat zu Produktivitätsfortschritten in der Industrie und der Landwirtschaft geführt. Allerdings hat sie vor allem

Les grandes entreprises de technologie contrôlées par les plus grands géants financiers créent un univers de contrôle multisectoriel et d'impact planétaire. Ces entreprises dominent non seulement le marché, mais aussi les infrastructures critiques de l'économie

Le classement des 10 personnalités les plus riches au monde

1. **Elon Musk** - 449 milliards de dollars
2. **Jeff Bezos** - 245 milliards de dollars
3. **Mark Zuckerberg** - 217 milliards de dollars
4. **Larry Ellison** - 188 milliards de dollars
5. **Bernard Arnault** - 188 milliards de dollars
6. **Larry Page** - 174 milliards de dollars
7. **Sergey Brin** - 163 milliards de dollars
8. **Bill Gates** - 166 milliards de dollars
9. **Steve Ballmer** - 149 milliards de dollars
10. **Warren Buffet** - 146 milliards de dollars

numérique, rendant difficile la concurrence. Par exemple, AWS [5] et FBA [6] d'Amazon contrôlent des infrastructures essentielles pour l'économie Internet, ce qui les rend difficiles à concurrencer. C'est à partir du service public à travers l'Université de Twente que se crée la plateforme de Booking [7] appartenant aujourd'hui à Microsoft et Amazon. La privatisation et le contrôle des politiques sociales par les entreprises sont devenus des systèmes spéculatifs de grande ampleur. Aux États-Unis, par exemple, la santé représente environ 20 % du PIB, soit bien plus que l'industrie. Le système de santé largement privatisé de la Suisse entraîne des coûts élevés, contrairement au Danemark, qui obtient de meilleurs résultats à moindre coût grâce à un système de santé plus publique.

Vers un nouveau mode de production

La transition vers un mode de production informationnel, où la connaissance et l'information sont les principaux moteurs, est en cours. L'industrie et l'agriculture continuent d'exister, mais elles sont désormais subordonnées aux informations, à la connaissance et à la technologie. La précarité des travailleurs, l'exploitation par les plateformes et le rentiérisme caractérisent cette nouvelle ère.

Les formes traditionnelles de rémunération du travail sont dépassées, surtout la vision du travail de 8 heures, la créativité ne s'acquiert pas en accumulant des heures. Par conséquent, les produits de l'activité sociale ne sont plus principalement des produits du travail cristallisé, mais plutôt de la connaissance cristallisée. Cela change radicalement les théories économiques traditionnelles et impose de nouvelles façons de penser la valeur et la production. La révolution numérique a

den Zwischenhandel revolutioniert und Monopole gebildet, die ihre Zeit damit verbringen, sich finanziell zu bereichern. In ihrem Krieg um Aneignung destabilisieren die, welche am Meisten bekommen, die produktive Wirtschaft. Nancy Frasers Konzept des «kannibalistischen Kapitalismus» ist in diesem Sinne sehr zutreffend.

Kontrolle und Machtkonzentration

Die Kontrolle der Vermögenswerte und der Einkommensarten durch eine Minderheit ermöglicht es diesen Gruppen, in jeder Situation zu gewinnen. Eine Studie der ETH Zürich hat gezeigt, dass weltweit 737 Konzerne 80 % der Unternehmen kontrollieren, wobei ein Kern von 147 Konzernen 40% kontrolliert. Diese Konzerne bilden in der digitalen Welt einen «Kontroll- und Extraktionsüberbau». [4]

Die grossen, von den grössten Finanzriesen kontrollierten Technologieunternehmen schaffen ein sektorenübergreifendes Kontrolluniversum mit globalen Auswirkungen. Diese Unternehmen beherrschen nicht nur den Markt, sondern auch die kritischen Infrastrukturen der digitalen Wirtschaft und erschweren so den Wettbewerb. Amazons AWS [5] und FBA [6] kontrollieren z.B. für die Internetwirtschaft unentbehrliche Infrastrukturen, wodurch etwaige Konkurrenten fern gehalten werden. Hervorgegangen aus dem öffentlichen Dienst durch die Universität Twente entsteht die Plattform von Booking [7], die heute Microsoft und Amazon gehört. Die Privatisierung und die Kontrolle der Sozialpolitik durch Unternehmen sind zu weitreichenden Spekulationssystemen geworden. In den USA beispielsweise macht das Gesundheitswesen etwa 20 % des BIP aus, also weit mehr als die Industrie. Das weitgehend privatisierte Gesundheitssystem der Schweiz führt zu hohen Kosten, im Gegensatz zu Dänemark, das Dank eines stärker öffentlichen Gesundheitssystems bessere Ergebnisse bei geringeren Kosten erzielt.

Auf dem Weg zu einer neuen Produktionsweise

Wir erleben einen Übergang zur informationsbasierten Produktionsweise, deren wichtigste Triebkräfte Wissen und Informationen sind. Industrie und Landwirtschaft existieren zwar weiterhin, aber sie sind nunmehr Informationen, Wissen und Technologie untergeordnet. Prekäre Lebensverhältnisse der Arbeitenden, Ausbeutung durch Plattformen und «Rentierismus» kennzeichnen dieses neue Zeitalter.

Traditionelle Formen des Arbeitslohns sind überholt, vor allem die Vorstellung des Achtstundentags. Kreativität kann nicht durch das Anhäufen von Stunden erworben werden. Folglich sind die Produkte der gesellschaftlichen Aktivität nicht mehr hauptsächlich Produkte kristallisierter Arbeit, sondern vielmehr kristallisiertes Wissen. Dies verändert radikal die traditionellen Wirtschaftstheorien und verlangt neue Denkweisen über Wert und Produktion. Die digitale

provoqué des changements aussi profonds que la révolution industrielle.

Les infrastructures techniques ont connu un changement radical avec des technologies qui nous connectent instantanément à travers le monde, de l'argent virtuel, un accès virtuel à l'information et au savoir. Actuellement, le temps et l'espace font partie d'un autre paradigme organisationnel. En outre, la connaissance est devenue le principal facteur de production, avec l'intelligence artificielle, l'information virtuelle et la technologie en général. Les machines peuvent être confinées dans une usine, mais les connaissances sont radicalement différentes, car elles peuvent être diffusées n'importe où sans frais supplémentaires. Ne faudrait-il pas plutôt considérer la connaissance comme un bien commun ?

Nécessité d'un nouvel équilibre

Les institutions publiques doivent s'adapter à l'ère numérique pour maintenir un équilibre entre modernité et justice sociale. La connaissance, étant immatérielle et multipliable à faible coût, pourrait être la base d'une société collaborative mondiale. Cela nécessite une régulation et une gouvernance adaptées aux défis contemporains.

La gestion publique doit évoluer pour répondre aux nouvelles réalités économiques et technologiques. Les États doivent trouver des moyens de réguler les superstructures et de protéger l'intérêt public, assurer un accès équitable à la connaissance, encourager l'innovation ouverte et réduire les inégalités économiques.

Le rentiérisme, en tant que nouveau mode de production, change fondamentalement notre organisation sociale. Les algorithmes et l'intelligence artificielle permettent une exploitation financière à une échelle sans précédent, affectant chaque individu sur la planète. La démocratie et les institutions doivent évoluer pour gérer ces nouvelles formes de pouvoir et de contrôle. La démocratie, c'est-à-dire la politique et la régulation, est toujours enfouie dans les lois de l'ère analogique, de l'époque de la production matérielle. La finance et les autres plateformes opèrent dans le monde entier. La régulation est principalement gérée à l'échelle nationale.

Conclusion

La société à l'ère numérique connaît une transformation profonde du capitalisme. Les nouveaux mécanismes d'exploitation et de contrôle soulèvent des questions cruciales sur l'avenir de notre organisation économique et sociale. Pour répondre à ces défis, il est essentiel de repenser la régulation, la gouvernance et la répartition des richesses afin de créer une société plus équitable et durable. L'intégration de la connaissance comme principal moteur de la production nécessite une nouvelle approche pour assurer que les bénéfices de la révolution numérique soient partagés équitablement par tous.

Revolution hat ähnlich tiefgreifende Veränderungen mit sich gebracht wie die industrielle Revolution.

Die technische Infrastruktur hat sich radikal verändert mit Technologien, die uns augenblicklich mit der ganzen Welt verbinden, mit virtuellem Geld und virtuellem Zugang zu Informationen und Wissen. Zeit und Raum gehören jetzt zu einem anderen organisatorischen Paradigma. Darüber hinaus ist Wissen zum wichtigsten Produktionsfaktor geworden, zusammen mit künstlicher Intelligenz, virtuellen Informationen und Technologie im Allgemeinen. Maschinen können auf die Fabrik beschränkt sein, aber Wissen ist radikal anders, da es ohne zusätzliche Kosten überall verbreitet werden kann. Sollte Wissen nicht vielmehr als Gemeingut betrachtet werden?

Notwendigkeit eines neuen Gleichgewichts

Öffentliche Institutionen müssen sich an das digitale Zeitalter anpassen, um ein Gleichgewicht zwischen Modernität und sozialer Gerechtigkeit zu wahren. Da Wissen immateriell und zu geringen Kosten vervielfältigt wird, könnte es die Grundlage für eine globale kollaborative Gesellschaft bilden. Dies erfordert eine den zeitgenössischen Herausforderungen gerechte Regulierung und Regierungsführung.

Die öffentliche Verwaltung muss sich den neuen wirtschaftlichen und technologischen Realitäten gemäss weiterentwickeln. Die Staaten müssen Wege finden, den Überbau zu regulieren und das öffentliche Interesse zu schützen, einen gerechten Zugang zu Wissen zu gewährleisten, offene Innovation zu fördern und wirtschaftliche Ungleichheiten abzubauen.

Der Rentierismus als neue Produktionsweise verändert unsere Gesellschaftsorganisation grundlegend. Algorithmen und künstliche Intelligenz ermöglichen finanzielle Ausbeutung in einem nie dagewesenen Ausmass, das auf dem Planeten jeden Einzelnen betrifft. Die Demokratie und die Institutionen müssen sich weiterentwickeln, um mit diesen neuen Formen der Macht und Kontrolle umzugehen. Die Demokratie, d. h. Politik und Regulierung, steckt immer noch in den Gesetzen des analogen Zeitalters, des Zeitalters der materiellen Produktion. Die Finanzwelt und die Plattformen operieren weltweit, doch die Regulierung wird hauptsächlich auf nationaler Ebene gesteuert.

Schlussfolgerung

Die Gesellschaft im digitalen Zeitalter erlebt einen tiefgreifenden Wandel des Kapitalismus. Die neuen Ausbeutungs- und Kontrollmechanismen werfen entscheidende Fragen über die Zukunft unserer wirtschaftlichen und sozialen Organisation auf. Um diesen Herausforderungen zu begegnen, ist es unerlässlich, die Regulierung, die Staatsführung und die Verteilung des Reichtums zu überdenken, um eine gerechtere und nachhaltigere Gesellschaft zu bilden. Die Einbeziehung des Wissens als Hauptantriebskraft der Produktion erfordert einen neuen Ansatz, um sicherzustellen, dass die Vorteile der digitalen Revolution gerecht von allen geteilt werden.

La révolution numérique a provoqué des changements aussi profonds que la révolution industrielle dans le système capitaliste a apporté des modifications aux divers modes de production ruraux, notamment au système féodal. En termes théoriques, il est tout à fait logique de considérer qu'à partir d'un certain niveau de changement quantitatif, une reformulation conceptuelle plus large est nécessaire pour faire face à un changement qualitatif dans le système. En utilisant «Open Access», «Creative Commons» et d'autres formes de diffusion de la connaissance ouverte, une généralisation radicalement nouvelle de l'accès mondial à la connaissance devrait être envisagée.

Die digitale Revolution hat im kapitalistischen System so tiefgreifende Veränderungen bewirkt, wie die industrielle Revolution in den verschiedenen ländlichen Produktionsweisen, insbesondere im Feudalsystem, Veränderungen mit sich brachte. In theoretischer Hinsicht macht es durchaus Sinn, davon auszugehen, dass ab einem bestimmten Grad der quantitativen Veränderung eine umfassendere konzeptionelle Neuformulierung erforderlich ist, um einer qualitativen Veränderung im System entgegenzutreten. Mit Hilfe von "Open Access", "Creative Commons" und anderen Formen der Verbreitung von offenem Wissen sollte eine radikal neue Verallgemeinerung des weltweiten Zugangs zu Wissen in Betracht gezogen werden.

[1] Ladislau Dowbor est économiste et professeur à l'Université Catholique de São Paulo au Brésil et consultant auprès de diverses agences de l'ONU. Résumé et traduction française par Pierre Duffour, secrétaire d'attac Fribourg.

[2] Facebook compte 4 milliards d'utilisateurs, YouTube 2,3 milliards et WhatsApp atteint 2 milliards.

[3] UNRISD-Report 2022-Crises of Inequality, United Nations Research Institut for Social Development, p.3 <https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789290851332/read>

[4] Ladislau Dowbor, *L'ère du capital improductif*, édition Littérature autonomie, São Paulo, 2017.

[5] Amazon Web Services (AWS) est une plateforme cloud qui propose plus de 200 services et qui facture entre 3% et 10% selon l'utilisation et l'utilisateur.

[6] Qu'est-ce qu'un vendeur FBA ? C'est un vendeur en ligne via une boutique Amazon enregistré dans le programme « Expédié » par Amazon. Ce service facture 8 à 15 % des frais de vente pour chaque article vendu.

[7] Booking.com est devenu un des monopoles de l'intermédiation entre l'hôtellerie et les clients en prélevant entre 17 à 23 % du montant total d'une réservation. Airbnb : La plateforme prélève un total de 19% de frais et appartient entre autres à Vanguard, BlackRock et Fidelity.

[1] Autor : Professor Ladislau Dowbor, Wirtschaftswissenschaftler, Professor an der Katholischen Universität von São Paulo in Brasilien und Berater verschiedener UN-Organisationen. Zusammenfassung von Pierre Duffour, Generalsekretär von ATTAC-Freiburg. Eine vollständige Version des Artikels finden Sie auf der Webseite von attac Schweiz.

[2] Facebook zählt 4 Milliarden Nutzer, YouTube 2,3 Milliarden und WhatsApp 2 Milliarden.

[3] UNRISD-Report 2022-Crises of Inequality, United Nations Research Institut for Social Development, p.3, <https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789290851332/read>

[4] Ladislau Dowbor, *A era do capital improdutivo* (Outras Palavras/Autonomia Literária, São Paulo 2018)

[5] Amazon Web Services (AWS) ist eine Cloud-Plattform, die über 200 Dienstleistungen anbietet und je nach Nutzung und Benutzer zwischen 3% bis 10% fakturiert.

[6] Ein FBA-Verkäufer ist ein Online-Verkäufer über einen Amazon-Shop, der im FBA-Programm «Versendet» von Amazon registriert ist. Dieser Dienst berechnet 8-15 % Verkaufsgebühren für jeden verkauften Artikel.

[7] Booking.com ist zu einem Monopolisten der Vermittlung zwischen Hotels und Gästen geworden und verlangt zwischen 17 bis 23 % des Gesamtbetrages einer Buchung. Airbnb: Die Plattform erhebt insgesamt 19 % Gebühren und gehört unter anderen Vanguard, BlackRock und Fidelity.



**L'INFORMATION
N'A JAMAIS
EU AUTANT DE
VALEUR.**

**Investissez
dans son
indépendance**

Soutenez-nous

LE COURRIER

Rückkehr zu den Grundlagen von attac

Start einer Initiative zur Besteuerung von Finanztransaktionen in der Schweiz

Der lange Kampf um die Besteuerung von Kapital

Die Besteuerung von Finanztransaktionen ist ein langer Kampf. Seit mehr als 25 Jahren setzt sich attac dafür ein, um «die Märkte zu entwaffnen» und «Sand ins Getriebe» der Finanzspekulation zu streuen. Die Idee der Besteuerung von Finanztransaktionen stammt eigentlich aus den 70er Jahren und wurde ursprünglich vom amerikanischen Ökonomen James Tobin (1918–2002) formuliert, der 1978 nach dem Anstieg der Währungsspekulationen infolge der Entscheidung von Richard Nixon, 1972 die Konvertibilität des Dollars in Gold aufzuheben, erstmals seine Idee zur Besteuerung von Devisentransaktionen vorstellte.

Diese politische Entscheidung gab den Startschuss für einen finanzierten Kapitalismus, der sich nicht nur rasant im spekulativen Umfeld der Informatisierung der Gesellschaft ausbreitete, sondern auch entscheidend zu einem umweltzerstörenden Extraktivismus beitrug. Von nun an wird diese von Spekulanten angeheizte Finanzwirtschaft durch die Volatilität des Geld- und Aktienwertes, der zunehmend von den Launen des Weltmarktes und den Schwankungen der Märkte an der Wall Street abhängt, zu einem Raubtier für die gesamte Gesellschaft. Die daraus resultierende wirtschaftliche Instabilität der Gesellschaften wird zunehmend zur Norm und kommt letztendlich nur den Spekulanten dieser Finanzialisierung zugute.

Der Vorschlag einer Tobin-Steuer, also einer Steuer auf Finanztransaktionen, wird schnell zum Symbol für den Willen, die Finanzwelt zu regulieren und einen demokratischen Raum zurückzugewinnen, der weitgehend von der Hochfinanz vereinnahmt wurde. Die wirtschaftliche Öffnung der Gesellschaften gegenüber dieser maßlosen Finanzdynamik hat es einer Unternehmerklasse ermöglicht, sich nach und nach zu etablieren und die Macht über die Politik zu übernehmen. Die institutionelle Kluft zwischen Wirtschaft und Politik, die heute im Zentrum der internationalen Wirtschaftsverhandlungen steht, begünstigt Finanzakteure, die nicht in der Lage sind, über die tägliche Bilanz ihrer Gewinne und Verluste hinauszudenken.

Kampf gegen den Abbau der politischen Handlungsfähigkeit der Gesellschaften

Die gesamte politische Handlungsfähigkeit, die in die Institutionen investiert worden war, um eine echte politische Souveränität der Gesellschaften über sich selbst zu gewährleisten, verschwindet derzeit aus dem wirtschaftlichen Horizont. Alles, was noch unter den politischen Willen zur Regulierung fällt, behindert die freie Entfaltung der organisierten Kräfte des Finanzkapitalismus, sodass dieses System, das bisher von den institutionellen Strukturen der Gesellschaft profitiert hatte, um sich zu entfalten, seit etwa fünfzig Jahren zu einer reinen Anhäufung von Macht über alles Existierende geworden ist, im Hintergrund begleitet von einer Zunahme der Ungleichheiten zwischen Arm und Reich auf der ganzen Welt sowie einem Extraktivismus, der ganze Völker ihres Zugangs zum Land beraubt. In diesem wirtschaftlichen Kontext politischer Spannungen gelten diejenigen unter den Völkern, die diese Gebiete seit Jahrtausenden bewohnen und sich dieser Flucht nach vorn des Handels- und Finanzrechts widersetzen, schnell als Feinde des Systems, als Feinde, die es zu bekämpfen gilt, oder sogar als Aktivisten mit terroristischen Absichten, obwohl sie Werte und Ziele eines menschlichen und politischen Lebens verteidigen und sich für die politische Souveränität einsetzen.

Eine Bedrohung für die politische Integrität der Gesellschaften

Vor diesem Hintergrund entstand vor 25 Jahren weltweit die Vereinigung Attac, zunächst in Frankreich, dann in Europa, Afrika und Amerika sowie in der Schweiz, um den Finanzmärkten entgegenzuwirken und ihre Diktatur zu bekämpfen, wie es heute in den USA zu beobachten ist, die ihre Macht ohne Recht ausüben, wie nur sie es vermögen, und die heute darüber hinaus in Form einer Entfesselung von Willkür und Gewalt auf der Ebene der Weltgeopolitik zum Ausdruck kommt, nicht mit dem Ziel, den Weltfrieden zu fördern, sondern einzig und allein den Spekulanten zu dienen, die auf der Suche nach Gewinnen sind, die sie dank der Schwankungen der Märkte erzielen können. Angesichts der Gefahr, die eine Geopolitik der Willkür der Neureichen aus der Finanzwelt für die politische Integrität der Gesellschaften darstellt, muss ein neuer Transfer von Reichtum in Richtung dieser Gesellschaften stattfinden. Es ist jetzt oder nie an der Zeit, eine Steuer auf alle Finanztransaktionen einzuführen, die es dieser Geschäftsklasse ermöglichen, sich zu bereichern. Seit den 2000er Jahren stellt die zunehmende Maßlosigkeit dieser Finanzdynamik eine echte Gefahr für die Demokratie dar, eine Gefahr, die in der Geschichte beispiellos ist. Denn derzeit besteht das oberste Ziel der Finanzwelt darin, mit allen Mitteln Hindernisse zu beseitigen, die zu ihrer besseren Kontrolle und zum Schutz der Bürger vor den räuberischen Einflüssen des Finanzsystems errichtet werden könnten. Es ist an der Zeit, diesen Kampf zu gewinnen, bevor der gesamte Reichtum der Menschheit gegen Linsengerichte eingetauscht wird und die Freiheit, die das menschliche Leben in seinem Innersten ausmacht, für ein paar Dollar kapituliert!

Spendenaufruf

Attac braucht Ihre Hilfe. Jede Spende, ob groß oder klein, ermöglicht es uns, die Vorbereitungsarbeiten für eine eidgenössische Volksinitiative fortzusetzen, die einen Gesetzesentwurf vorsieht, wonach die Schweizerische Eidgenossenschaft eine Mindeststeuer von 0,1 % auf alle Finanztransaktionen auf Schweizer Gebiet erheben muss, um eine sozial- und klimafreundliche Geldpolitik zu fördern. Mit Ihrer Unterstützung setzen wir unsere Überlegungen zur Ausarbeitung eines Initiativtextes fort, der von einem breiten Komitee unterstützt wird und einer großen Koalition von Organisationen und Verbänden die Möglichkeit bietet, sich anzuschließen. Für attac Suisse ist es wichtig, unsere Kompetenz zu nutzen und diesen Kampf bis zum Ende zu führen. Damit setzen wir unseren seit 25 Jahren andauernden Kampf fort und konkretisieren ihn, mit dem Ziel, durch eine Kapitalsteuer zu einer gerechteren Umverteilung des Reichtums des Finanzplatzes Schweiz beizutragen. Dieses Projekt liegt uns seit langem am Herzen, und wir sind entschlossen, es zum Erfolg zu führen! Vielen herzlichen Dank!

Attac Suisse ist als gemeinnützige Organisation anerkannt. Ihre Spenden können Sie daher von der Steuer absetzen. Um unser Projekt bekannt zu machen, stellen wir Ihnen gerne Exemplare unserer Zeitschrift *Angles d'actuel* zur Verfügung, damit Sie sich über die Gründe informieren können, warum es so wichtig ist, Kapital zu besteuern.

Senden Sie uns dazu bitte eine E-Mail an: secrétariat@attac.ch

Bankverbindung für Ihre Spenden

Attac Suisse - 1700 Fribourg

PostFinance - 3000 Berne

IBAN CH25 0900 0000 1776 2066 4

Devenir riche en dix chapitres, le capitalisme pour tous !

Michel Schweri

Le « capitalisme populaire » peut faire rêver. Il permet surtout de concentrer de nombreuses petites participations individuelles dans de très gros fonds de placement.

Oyez, oyez, braves gens, il existe désormais un moyen de s'enrichir facilement pour pas cher. Le livre « Devenir riche prudemment et patiemment avec Berkshire Hathaway » est en vente pour 19 francs, dans tous les bons... bureaux de poste. Si, si.

Écrit par Raphaël Hubin, un investisseur vivant en Suisse, ce livre tresse des lauriers au « *conglomérat diversifié* » bâti par Charlie Munger et surtout Warren Buffett – un boursicoteur parmi les plus fortunés du monde – dont la profitabilité n'a cessé de croître depuis 1965, à part quelques années de « performances négatives ». L'action historique, dite A, de Berkshire Hathaway mise en vente à 19 US\$ en 1965 dépasse les 700 000 US\$ au moment d'écrire cet article et caracole en tête des titres les plus chers du monde. Largement de quoi alimenter l'idolâtrie d'un adepte de la bourse.

Le livre de M. Hubin tourne d'ailleurs en boucle autour du « génial fondateur de Berkshire Hathaway » et de ce « magnifique conglomérat » qui le fascine tant. Il exhorte son lecteur à faire allégeance : « Investissez dès aujourd'hui [...] vous ne le regretterez jamais [et] vous aurez un jour l'immense satisfaction d'être un actionnaire de long terme d'une des plus belles entreprises du monde ».

Et de fait, l'auteur a déniché le bon job. Réalisant son rêve de jeunesse, à savoir « *trouver des revenus annexes sans travailler* », il ose intituler un chapitre « *Reposons-nous, ils travaillent pour nous* ». Et d'expliquer doctement que les sociétés affiliées à Berkshire Hathaway dépassent 388 000 employés « *qui travaillent pour vous* » et ont contribué « *à générer un profit d'exploitation de 30,8 milliards d'US\$* » en 2022.

On l'aura compris, nous sommes face à des surdoués de la finance... Et ce, notamment car ils appliquent un capitalisme à visée authentiquement monopolistique.

Capitalisme « pur »...

Une des fonctions de base de la majorité des investisseurs est de pomper le cash des entreprises cotées en bourse en touchant des dividendes, puis en revendant leurs actions au-dessus du prix d'achat afin de disposer de davantage de liquide, leur permettant d'investir à nouveau dans d'autres sociétés prometteuses. Et de recommencer indéfiniment.

Point de cela chez Berkshire Hathaway. Warren Buffett applique le principe inverse et ne paie jamais de dividendes aux investisseurs. Il réinvestit tous les gains dans le conglomérat. Raphaël Hubin embouche la même trompette. « *Achetez vos actions et gardez-les le plus longtemps possible* », dit-il à son lectorat, et d'ajouter « *je n'ai aucune intention de prendre un profit, ne serait-ce que partiel* ».

In zehn Kapiteln reich werden, Kapitalismus für alle!

Der „Volkskapitalismus“ kann zum Träumen anregen. Er ermöglicht vor allem die Bündelung vieler kleiner Einzelbeteiligungen in sehr großen Investmentfonds.

Hört her, hört her, liebe Leute, es gibt jetzt eine Möglichkeit, sich einfach und kostengünstig zu bereichern. Das Buch „Devenir riche prudemment et patiemment avec Berkshire Hathaway“ (Mit Berkshire Hathaway vorsichtig und geduldig reich werden) ist für 19 Franken in allen guten Postämtern erhältlich. Ja, ja.

Das Buch wurde von Raphaël Hubin, einem in der Schweiz lebenden Investor, geschrieben und lobt *das* von Charlie Munger und vor allem Warren Buffett – einem der reichsten Börsenspekulanten der Welt – aufgebaute „*diversifizierte Konglomerat*“, dessen Rentabilität seit 1965, abgesehen von wenigen Jahren mit „negativer Performance“, stetig gewachsen ist. Die historische Aktie von Berkshire Hathaway, bekannt als A-Aktie, die 1965 für 19 US-Dollar zum Verkauf stand, übersteigt zum Zeitpunkt der Abfassung dieses Artikels 700.000 US-Dollar und führt die Liste der teuersten Aktien der Welt an. Das reicht aus, um die Verehrung eines Börsenfans zu nähren.

Das Buch von Herrn Hubin dreht sich übrigens immer wieder um den „genialen Gründer von Berkshire Hathaway“ und dieses „großartige Konglomerat“, das ihn so fasziniert. Er fordert seine Leser auf, sich ihm anzuschließen: „Investieren Sie noch heute [...] Sie werden es nie bereuen [und] eines Tages die große Genugtuung haben, langfristiger Aktionär eines der schönsten Unternehmen der Welt zu sein“.

Und tatsächlich hat der Autor den richtigen Job gefunden. Er verwirklicht seinen Jugendtraum, nämlich „*zusätzliche Einkünfte zu erzielen, ohne zu arbeiten*“, und wagt es, ein Kapitel mit dem Titel „*Lasst uns ausruhen, sie arbeiten für uns*“ zu betiteln. Und er erklärt, dass die mit Berkshire Hathaway verbundenen Unternehmen mehr als 388.000 Mitarbeiter haben, „*die für Sie arbeiten*“ und 2022 „*einen Betriebsgewinn von 30,8 Milliarden US-Dollar*“ erwirtschaftet haben.

Es ist klar, dass wir es hier mit Finanzgenies zu tun haben... Vor allem, weil sie einen Kapitalismus mit echt monopolistischen Zielen praktizieren.

„Reiner“ Kapitalismus...

Eine der Grundfunktionen der meisten Investoren besteht darin, börsennotierte Unternehmen durch Dividendenzahlungen zu schröpfen und dann ihre Aktien über dem Kaufpreis wieder zu verkaufen, um über mehr Liquidität zu verfügen, die es ihnen ermöglicht, erneut in andere vielversprechende Unternehmen zu investieren. Und das Ganze von vorne zu beginnen.

Avec une telle doctrine financière, le cash n'est jamais réalisé et la valeur boursière du conglomerat grossit sans cesse. Et lorsqu'il faut quand même délester la trésorerie, Berkshire Hathaway rachète ses propres actions auprès des sociétaires voulant s'en défaire, puis elles sont annulées, la richesse restant ainsi toujours dans l'entreprise. À nouveau, l'auteur du livre vulgarise à sa façon : « *Vous l'avez compris, écrit-il, c'est automatique, moins nous sommes d'actionnaires, plus la part du gâteau est grande* ».



Le stand de vente à l'office postal de la Jonction à Genève, le 15 juillet 2024

... mais pure sottise

Cette volonté de réinvestir à l'interne sans jamais distribuer les gains favorise une croissance absolue du conglomerat, tendant à devenir

finallement propriétaire de tout, tendant au monopole global, voire unique. Ce qui porte une contradiction fondamentale, puisque cette stratégie est certainement profitable pour une entreprise particulière, mais si tous les actionnaires procédaient de la même façon, le système serait tout simplement bloqué. Car l'argent a vocation de circuler et s'il reste stocké, il est certes porteur d'une valeur comptable, mais inutile puisqu'elle n'est pas matérialisée dans des biens tangibles.

Tout le monde ne peut toutefois s'offrir une action à 700 000 US\$. C'est pourquoi Berkshire Hathaway a émis, en 1996, une seconde action, dite B, au prix de 22,24 US\$, valant maintenant 470 US\$, soit 2000 % de mieux en 30 ans. Un tarif encore abordable pour bon nombre d'investisseurs à la petite semaine. Ainsi, le carrousel repart pour un tour de levée de fonds afin de concentrer de nombreuses petites mannes dans les grandes mains de Warren Buffet...

Un cas d'école...

L'exemple du conglomerat financier Berkshire Hathaway est éclairant sur le fonctionnement du capitalisme à l'ère de la finance. Le livre « Devenir riche... » estime le nombre de porteurs de l'action historique A à quelque 3000 individus dont la fortune boursière augmente chaque année d'une trentaine de milliards de dollars américains grâce au travail d'environ 388 000 personnes (chiffres de 2022).

L'« actionnaire moyen » bénéficie donc de l'exploitation de 130 salarié-es.

Une simple règle de trois démontre que chaque travailleuse produit environ 77 000 US\$ de plus-value chaque année et que chaque investisseur-euse en bénéficie à hauteur de 10 millions de boni en moyenne. La concentration de la fortune a de beaux jours devant elle...

Bei Berkshire Hathaway ist davon nichts zu spüren. Warren Buffet wendet das umgekehrte Prinzip an und zahlt niemals Dividenden an Investoren. Er reinvestiert alle Gewinne in den Mischkonzern. Raphaël Hubin schlägt in die gleiche Kerbe. „*Kaufen Sie Ihre Aktien und behalten Sie sie so lange wie möglich*“, sagt er seinen Lesern und fügt hinzu: „*Ich habe nicht die Absicht, Gewinne mitzunehmen, auch nicht teilweise.*“

Mit einer solchen Finanzdoktrin wird niemals Bargeld realisiert, und der Börsenwert des Konglomerats wächst stetig. Und wenn dennoch Liquidität abgezogen werden muss, kauft Berkshire Hathaway seine eigenen Aktien von den Gesellschaftern zurück, die sie veräußern möchten, und löscht sie anschließend, sodass das Vermögen stets im Unternehmen verbleibt. Der Autor des Buches erklärt dies auf seine Weise: „*Sie haben es verstanden, schreibt er, es ist ganz automatisch: Je weniger Aktionäre wir haben, desto größer ist unser Anteil am Kuchen.*“

... aber reine Dummheit

Dieser Wunsch, intern zu reinvestieren, ohne jemals Gewinne auszuschütten, begünstigt ein absolutes Wachstum des Konglomerats, das letztendlich dazu tendiert, Eigentümer von allem zu werden und ein globales oder sogar einziges Monopol anzustreben. Dies birgt einen grundlegenden Widerspruch, da diese Strategie für ein einzelnes Unternehmen sicherlich profitabel ist, aber wenn alle Aktionäre genauso vorgehen würden, würde das System einfach blockiert werden. Denn Geld soll zirkulieren, und wenn es gespeichert bleibt, hat es zwar einen Buchwert, ist aber nutzlos, da es nicht in Sachwerten materialisiert ist.

Allerdings kann sich nicht jeder eine Aktie für 700.000 US-Dollar leisten. Aus diesem Grund hat Berkshire Hathaway 1996 eine zweite Aktie, die sogenannte B-Aktie, zum Preis von 22,24 US-Dollar ausgegeben, die heute 470 US-Dollar wert ist, was einer Wertsteigerung von 2000 % in 30 Jahren entspricht. Ein Preis, der für viele Kleinanleger noch erschwinglich ist. So dreht sich das Karussell erneut, um Geld zu sammeln und viele kleine Geldbeträge in den großen Händen von Warren Buffet zu konzentrieren...

Ein Lehrbuchbeispiel...

Das Beispiel des Finanzkonglomerats Berkshire Hathaway verdeutlicht die Funktionsweise des Kapitalismus im Zeitalter der Finanzwirtschaft. Das Buch „Devenir riche...“ (Reich werden...) schätzt die Zahl der Inhaber der historischen Aktie A auf etwa 3000 Personen, deren Börsenvermögen dank der Arbeit von etwa 388 000 Menschen jedes Jahr um etwa 30 Milliarden US-Dollar wächst (Zahlen von 2022).

Der „durchschnittliche Aktionär“ profitiert somit von der Ausbeutung von 130 Beschäftigten.

Eine einfache Dreisatzrechnung zeigt, dass jeder Arbeitnehmer jedes Jahr einen Mehrwert von etwa 77.000 US-Dollar erzeugt und jeder Investor davon mit durchschnittlich 10 Millionen US-Dollar profitiert. Die Konzentration des Vermögens hat also noch eine schöne Zukunft vor sich ...

La malédiction de la numérisation

Extractivisme et guerre

aux millions de victimes

Patrick Ernst

Au moment où nous consultons l'IA sur nos tablettes numériques par utilitarisme, une guerre aux millions de victimes est en train de ravager l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les combats s'intensifient à mesure que les multinationales du numérique tentent de mettre la main sur les métaux rares congolais. La face cachée de la numérisation relève d'un extractivisme impérial dévastateur.

Les racines historiques de ce pillage sont profondes et remontent loin en arrière dans le temps au moment de la traite négrière et du colonialisme au

19^e siècle, même si la mondialisation du capitalisme dans sa phase actuelle, post-politique et autoritaire, est assez récente à l'échelle de la planète. L'extractivisme au Congo est une composante profonde du colonialisme depuis le 16^e siècle, époque où un nombre croissant de nouveaux territoires à la périphérie de l'Europe ont été conquis par la violence et la contrainte. Le pillage des puissances européennes s'est alors étendu à l'ensemble des territoires d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Toutes les formes d'exaction pour extraire l'or, l'argent et le cuivre, cultiver des produits agricoles comme le café, le sucre et le tabac grâce au travail forcé, ou encore extraire le latex servant à la fabrication des pneus dans d'atroces souffrances, s'est fait au moyen d'une coercition légitime soutenue par la plupart des pays européens, fières patries naissantes des droits de l'homme. Les puissances européennes n'ont pas démerité d'ardeur et de violence pour soumettre les peuples autochtones qui habitaient ces contrées et faisaient obstacle au progrès. Les conditions d'extraction dans lesquelles se produit cette exploitation effrénée des ressources minières aujourd'hui n'ont rien changé aux atrocités des formes de domination coloniales. Selon David Kithoko [1], l'expression du scandale géologique du Congo datant du 19^e siècle autorise encore aujourd'hui d'y commettre la barbarie qui y règne, comme d'une permission d'y perpétrer depuis des lustres des tueries



Der Fluch der Digitalisierung

Rohstoffabbau und Krieg mit Millionen von Opfern

Während wir aus rein praktischen Gründen die KI auf unseren Tablets konsultieren, wütet im Osten der Demokratischen Republik Kongo (DRK) ein Krieg mit Millionen von Opfern. Die Kämpfe verschärfen sich, während multinationale Digitalkonzerne versuchen, sich die seltenen Metalle der DR Kongo anzueignen. Die Kehrseite der Digitalisierung ist ein verheerender imperialer Extraktivismus.

Die historischen Wurzeln dieser Plünderung reichen tief und weit zurück bis in die Zeit des Sklavenhandels und Kolonialismus im 19. Jahrhundert, auch wenn die Globalisierung des Kapitalismus in seiner aktuellen, postpolitischen und autoritären Phase auf globaler Ebene noch relativ jung ist. Der Extraktivismus im Kongo ist ein bedeutender Teil des Kolonialismus seit dem 16., als immer mehr neue Gebiete am Rande Europas mit Gewalt und Zwang erobert wurden. Die Ausbeutung durch die europäischen Mächte breitete sich damals auf alle Gebiete Lateinamerikas, Afrikas und Asiens aus. Alle Formen der Ausbeutung, wie der Abbau von Gold, Silber und Kupfer, dem Anbau von Agrarprodukten wie Kaffee, Zucker und Tabak durch Zwangsarbeit oder die Gewinnung von Latex für die Reifenherstellung unter qualvollen Bedingungen erfolgten durch legitimen Zwang, der von den meisten europäischen Ländern, den stolzen Geburtsstätten der Menschenrechte, unterstützt wurde. Die europäischen Mächte scheuten weder Mühe noch Gewalt, um die einheimischen Völker, die diese Gebiete bewohnten und dem Fortschritt im Wege standen, zu unterwerfen. Die Bedingungen, unter denen diese ungebremsste Ausbeutung der Bodenschätze heute stattfindet, haben nichts an den Gräueltaten der kolonialen Herrschaftsformen geändert. Laut David Kithoko [1] rechtfertigt der Ausdruck des geologischen Skandals im Kongo aus dem 19. Jahrhundert noch heute

en chaîne de millions de Congolais. Rien n'a changé à la terreur de la pratique contemporaine d'appropriation et d'enrichissement du capital.

Un massif forestier essentiel à l'équilibre climatique de la planète

C'est précisément le cas dans la forêt du bassin du Congo, deuxième massif forestier tropical après la forêt amazonienne, habitée par les pygmées depuis des milliers d'années. Un endroit le plus important au monde, selon le WWF, pour aider à réduire les effets du changement climatique. Une étendue verte qui abrite des espèces fauniques gigantesques aujourd'hui en péril, des rivières qui fournissent une nourriture abondante aujourd'hui menacée par la pollution et des forêts riches en culture qui offrent des remèdes à des millions de personnes, des contrées habitées par une population dynamique à la culture ancestrale millénaire et qui représente une immense richesse pour l'humanité. Pourtant, malgré cette immense richesse, la forêt du bassin du Congo est en danger à cause de l'extractivisme des minerais indispensables à la fabrication des smartphones. Un petit retour en arrière historique sur l'exploitation de ces ressources s'impose pour bien mesurer la portée de la malédiction actuelle.



Une bataille sans merci pour l'accaparement du sous-sol

Alors que la France, la Grande-Bretagne, le Portugal et l'Allemagne se disputent le continent africain au 19^e siècle, sans aucun représentant africain, la fameuse conférence de Berlin convoquée par Bismarck en 1884 marque le moment où les puissances coloniales européennes se partagent le continent africain comme on découpe les tranches d'un gâteau. Le bassin du Congo attire toutes les convoitises et constitue l'enjeu principal. Le Congo est attribué à Léopold II, roi des Belges, qui en fait l'« État indépendant du Congo » le 19 mai 1885 jusqu'en 1908, en tant que seul souverain pour assouvir ses ambitions commerciales, alors qu'en fin stratège, il a fait valoir ses intérêts sur cette région en mettant en avant des dispositions humanistes. Or depuis la conférence de Berlin, la colonisation de l'Afrique connaît une bataille sans merci pour l'accaparement de son sous-sol. Le roi des Belges en fera son jardin personnel en engageant sa fortune sur cette parcelle de territoire, 80 fois plus grande que la Belgique. Il mettra en avant sa neutralité politique et la

die dort herrschende Barbarei, als wäre es eine Erlaubnis, seit Ewigkeiten Millionen von Kongolesen zu ermorden. Nichts hat sich an dem Terror der heutigen Praxis der Aneignung und Bereicherung des Kapitals geändert.

Ein Waldgebiet, das für das klimatische Gleichgewicht des Planeten von entscheidender Bedeutung ist

Genau das ist der Fall im Wald des Kongobeckens, dem zweitgrößten tropischen Waldgebiet nach dem Amazonas-Regenwald, das seit Jahrtausenden von Pygmäen bewohnt wird. Laut WWF ist dies der weltweit wichtigste Ort, um die Auswirkungen des Klimawandels zu mildern. Eine grüne Fläche, die heute vom Aussterben bedrohte gigantische Tierarten beherbergt, Flüsse, die reichlich Nahrung liefern, die heute durch Verschmutzung bedroht sind, und kulturelle Wälder, die Millionen von Menschen Heilmittel bieten, Landschaften, die von einer dynamischen Bevölkerung mit einer jahrtausendealten Kultur bewohnt werden und einen immensen Reichtum für die Menschheit darstellen. Doch trotz dieses immensen Reichtums ist der Wald des Kongobeckens durch den Abbau von Mineralien, die für die Herstellung von

Smartphones unverzichtbar sind, gefährdet. Um das Ausmaß des aktuellen Fluchs richtig einschätzen zu können, ist ein kurzer Rückblick auf die Geschichte der Ausbeutung dieser Ressourcen erforderlich.

Ein gnadenloser Kampf um die Vorherrschaft über den Untergrund

Während Frankreich, Großbritannien, Portugal und Deutschland im 19. Jahrhundert ohne afrikanische Vertreter um den afrikanischen Kontinent streiten, markiert die berühmte Berliner Konferenz, die 1884 von Bismarck einberufen wurde, den Moment, in dem die europäischen Kolonialmächte den afrikanischen Kontinent wie einen Kuchen unter sich aufteilen. Das Kongobecken weckte die größte Begehrlichkeit und stand im Mittelpunkt der Verhandlungen. Der Kongo wurde Leopold II., König der Belgier, zugeteilt, der ihn am 19. Mai 1885 bis 1908 als alleiniger Herrscher zum „Unabhängigen Staat Kongo“ machte, um seine kommerziellen Ambitionen zu befriedigen, während er als gewiefter Stratege seine Interessen in dieser Region unter dem Vorwand humanistischer Bestrebungen geltend machte. Seit der Berliner Konferenz herrschte jedoch im Rahmen der Kolonialisierung Afrikas ein

lutte contre la traite de l'esclavage. Tout en se révélant de fait un véritable tortionnaire à l'endroit des populations du Congo, il dissimule habilement ses ambitions d'enrichissement et administre le Congo comme sa propriété personnelle, en somme son jardin privé. Tout en se revendiquant du respect des droits élémentaires des populations autochtones, il commet des atrocités sur les populations locales récalcitrantes à ses ambitions par la torture, meurtres et amputations des mains d'homme, de femmes et d'enfants ^[2] n'atteignant pas les quotas de production de caoutchouc. Le souverain belge gagné par la fièvre du caoutchouc qui servait à fabriquer les joints, les chambres à air et les pneus des voitures, pour une industrie en plein boom en Europe et en Amérique, va donner lieu aux pires massacres au nom d'une mission civilisatrice. Ce régime de terreur va causer la mort d'environ 15 millions de personnes, soit près d'un tiers de la population du pays. Une terreur à l'origine de l'enrichissement de l'Europe au-delà de toute mesure, un enrichissement occulté par l'histoire et la mémoire occidentale et préfigurant les atrocités des totalitarismes du 20^e siècle en plein cœur du sol européen.

Une transformation irréversible de l'éden forestier en enfer

Tout comme l'hévéa transformé en pneus a participé au développement de l'industrie automobile, il ne peut y avoir de révolution numérique sans les métaux rares congolais. Comme le relate Fabien Lebrun dans *La Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté* ^[3], le cobalt, le coltan, le cuivre et le lithium sont à la base des ordinateurs, des téléphones portables et des voitures électriques, mais sont aussi indispensables à la mondialisation du capitalisme. L'extractivisme au Congo qui sert ce dessein continue d'avoir des conséquences sociales et environnementales désastreuses. On n'y coupe plus les mains, souligne Dahlia Namian dans *La société de provocation* ^[4], mais les activités fort lucratives des nouveaux titans de l'industrie du *hi-tech* y reposent encore sur des pratiques extractives brutales et meurtrières. Une nouvelle guerre se concentre en particulier là où se trouvent les mines, une nouvelle cause de l'instabilité de la région des Grands Lacs et de l'aggravation des tensions géopolitiques. La face cachée de la numérisation transforme un éden forestier en enfer pour des millions de Congolais, pris en otage une nouvelle fois dans l'exploitation et la commercialisation de ces minerais de sang qui structurent l'économie



gnadenloser Kampf um die Vorherrschaft über die Bodenschätze. Der König der Belgier machte das Gebiet, das 80 Mal größer war als Belgien, zu seinem persönlichen Garten und setzte sein Vermögen dafür ein. Er stellte seine politische Neutralität und den Kampf gegen den Sklavenhandel in den Vordergrund. Obwohl er sich in Wirklichkeit als wahrer Folterer gegenüber der Bevölkerung des Kongo entpuppte, verbarg er geschickt seine Bereicherungsambitionen und verwaltete den Kongo wie sein persönliches Eigentum, kurz gesagt wie seinen privaten Garten. Während er sich zur Achtung der Grundrechte der einheimischen Bevölkerung bekannte, verübte er Gräueltaten an den lokalen Bevölkerungsgruppen, die sich seinen Ambitionen widersetzen, indem er Männer, Frauen und Kinder folterte, ermordete und ihnen die Hände amputierte ^[2], die die Kautschuk-Produktionsquoten nicht erreichten. Der belgische Herrscher, der vom Kautschukfieber gepackt war, das zur Herstellung von Dichtungen, Schläuchen und Autoreifen für eine boomende Industrie in Europa und Amerika diente, führte im Namen einer zivilisatorischen Mission zu den schlimmsten Massakern. Dieses Terrorregime forderte den Tod von etwa 15 Millionen Menschen, also fast einem Drittel der Bevölkerung des Landes. Ein Terror, der den unermesslichen Reichtum Europas begründete, ein Reichtum, der von der Geschichte und dem westlichen Gedächtnis verschleiert wurde und die Gräueltaten des Totalitarismus des 20-Jahrhunderts im Herzen Europas vorwegnahm.

Eine unumkehrbare Verwandlung des Waldparadieses in eine Hölle

So wie der zu Reifen verarbeitete Kautschuk zur Entwicklung der Automobilindustrie beigetragen hat, kann es ohne die seltenen Metalle aus dem Kongo keine digitale Revolution geben. Wie Fabien Lebrun in *La Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté* (Die digitale Barbarei, eine andere Geschichte der vernetzten Welt) ^[3] berichtet, sind Kobalt, Coltan, Kupfer und Lithium die Grundlage für Computer, Mobiltelefone und Elektroautos, aber auch unverzichtbar für die Globalisierung des Kapitalismus. Der Extractivismus im Kongo, der diesem Zweck dient, hat weiterhin katastrophale soziale und ökologische Folgen. Man schneidet dort zwar keine Hände mehr ab, betont Dahlia Namian in *La société de provocation* ^[4], aber die hochlukrativen Aktivitäten der neuen Titanen der *Hightech-Industrie* basieren dort immer noch auf brutalen und tödlichen Rohstoffabbaupraktiken. Ein neuer Krieg konzentriert sich insbesondere auf die Gebiete, in denen sich die Minen befinden, was eine neue Ursache für die Instabilität in der Region der Großen Seen und die Verschärfung der geopolitischen Spannungen darstellt. Die Kehrseite der Digitalisierung verwandelt ein Waldparadies in eine Hölle für Millionen von Kongolesen, die erneut Geiseln der Ausbeutung und Vermarktung dieser Blutmineralien sind, die wie einst der Kautschuk die lokale Wirtschaft

locale, à l'instar du caoutchouc jadis. Cette nouvelle industrie, dont la RDC recèle environ la moitié du stock mondial de cobalt et produit 80 % de la demande mondiale, est devenue en l'espace d'une décennie l'une des ressources naturelles les plus prisées par l'industrie mondiale des nouvelles technologies, comme Microsoft, Apple, Google, Dell et Tesla. Ces géants de la tech exploitent en toute connaissance de cause le travail des enfants dans des conditions dramatiques dignes des pires conditions de travail, où plusieurs dizaines de milliers d'enfants travaillent et meurent par intoxication, alors que ces ressources minières génèrent sur les marchés financiers des milliers de milliards de dollars de chiffre d'affaires. Elon Musk a même promis de gros contrats aux sociétés minières du monde entier pour assurer la production de ses véhicules électriques. Une rente qui assurément enrichit les élites politiques du Congo et favorise la corruption. L'extractivisme des métaux rares est la pratique coloniale historique par excellence.

L'indépendance politique du Congo le 30 juin 1960 promettait une rupture radicale avec l'exploitation impérialiste. Il n'en sera rien. Moins d'un an après avoir été nommé Premier ministre, le symbole de la lutte anticoloniale, Patrice Lumumba sera assassiné le 17 janvier 1961 par des officiers congolais soutenus par la CIA et les services secrets belges. Son corps sera découpé en morceau. Son successeur, le dictateur Joseph Mobutu Sese Seko, soutenu par les États-Unis et les principales puissances mondiales, va diriger le pays en favorisant les pratiques d'extraction néocoloniales pendant 36 ans, en complicité et à la solde des multinationales. Après sa fuite lors de la prise de pouvoir par Laurent-Désiré Kabila en 1997, le pays économiquement exsangue et en conflit avec de nombreux voisins pour ses richesses minières, et en particulier le Rwanda, traverse une période d'exploitation effrénée des ressources minières, renforcée par le virage néolibéral global. L'ingérence du Rwanda, avec l'aide des milices armées du M23, ne fait que redistribuer les cartes de la domination, puisque la présence omniprésente des multinationales dans l'exploitation minière du cobalt, parmi d'autres minerais comme le plomb, le zinc, le manganèse, favorise une instrumentalisation des groupes armés pour sécuriser l'accès aux minerais et financer la guerre en RDC. Tout cela avec la complicité des États occidentaux.

Force est de constater que notre gourmandise pour les métaux rares n'est pas prête de mettre fin à un extractivisme destructeur pour la planète et cache un impérialisme ^[1] sans répit, à l'origine d'une guerre extrêmement meurtrière, des réfugiés par millions, et surtout une injustice qui s'abat sur le corps de femmes par le viol. Aux questions sociales succèdent les conséquences environnementales qui sont aussi extrêmement graves pour faire face au défi climatique, parce qu'à cause de l'extractivisme minier, le massif forestier du bassin du Congo est en train de disparaître,

préparer. Cette nouvelle industrie, pour la DR Congo, qui possède environ la moitié des réserves mondiales de cobalt et produit 80 % de la demande mondiale, est devenue en l'espace d'une décennie l'une des ressources naturelles les plus prisées par l'industrie mondiale des nouvelles technologies, comme Microsoft, Apple, Google, Dell et Tesla. Ces géants de la tech exploitent en toute connaissance de cause le travail des enfants dans des conditions dramatiques dignes des pires conditions de travail, où plusieurs dizaines de milliers d'enfants travaillent et meurent par intoxication, alors que ces ressources minières génèrent sur les marchés financiers des milliers de milliards de dollars de chiffre d'affaires. Elon Musk a même promis de gros contrats aux sociétés minières du monde entier pour assurer la production de ses véhicules électriques. Une rente qui assurément enrichit les élites politiques du Congo et favorise la corruption. L'extractivisme des métaux rares est la pratique coloniale historique par excellence.

Die politische Unabhängigkeit des Kongo am 30. Juni 1960 versprach einen radikalen Bruch mit der imperialistischen Ausbeutung. Doch daraus wurde nichts. Weniger als ein Jahr nach seiner Ernennung zum Premierminister wurde Patrice Lumumba, das Symbol des antikolonialen Kampfes, am 17. Januar 1961 von kongolesischen Offizieren ermordet, die von der CIA und dem belgischen Geheimdienst unterstützt wurden. Seine Leiche wurde zerstückelt. Sein Nachfolger, der Diktator Joseph Mobutu Sese Seko, der von den Vereinigten Staaten und den wichtigsten Weltmächten unterstützt wurde, regierte das Land 36 Jahre lang, indem er neokoloniale Ausbeutungspraktiken förderte, in Komplizenschaft mit und im Sold multinationaler Konzerne. Nach seiner Flucht bei der Machtübernahme durch Laurent-Désiré Kabila im Jahr 1997 durchläuft das wirtschaftlich ausgeblutete Land, das mit vielen Nachbarn, insbesondere Ruanda, um seine Bodenschätze in Konflikt steht, eine Phase der ungebremsten Ausbeutung der Bodenschätze, die durch den globalen neoliberalen Wandel noch verstärkt wird. Die Einmischung Ruandas mit Hilfe der bewaffneten Milizen der M23 führt lediglich zu einer Neuverteilung der Machtverhältnisse, da die allgegenwärtige Präsenz multinationaler Konzerne im Abbau von Kobalt und anderen Mineralien wie Blei, Zink und Mangan die Instrumentalisierung bewaffneter Gruppen begünstigt, um den Zugang zu den Mineralien zu sichern und den Krieg in der DR Kongo zu finanzieren. All dies geschieht mit der Komplizenschaft der westlichen Staaten.

Es ist offensichtlich, dass unsere Gier nach seltenen Metallen den für den Planeten zerstörerischen Rohstoffabbau nicht beenden wird und einen unerbittlichen „^[1] en Imperialismus“ verbirgt, der einen extrem blutigen Krieg, Millionen von Flüchtlingen und vor allem eine Ungerechtigkeit verursacht, die sich in Form von Vergewaltigungen gegen Frauen richtet. Auf die sozialen Fragen folgen die ökologischen Folgen, die für die Bewältigung der

au point qu'on est en train de trouer le poumon de la planète !

^[1] David Kithoko, «Lutte contre l'extractivisme : conflit en République démocratique du Congo» - conférence avec David Kithoko, Génération lumière, No Congo No Phone et Team Congo, 10 mars 2025 lors du Contre-sommet sur les matières premières, 14-16 mars 2025, Stop pillage à Lausanne. A voir sur YouTube sur le site de Stop Pillage, <https://stop-pillage.ch>

^[2] La pratique des mains coupées laisse des traces encore aujourd'hui dans la pâtisserie. Comme le relate Marc Wiltz, « Imaginez que vous ayez envie de manger du chocolat dans une chocolaterie belge d'aujourd'hui. On vous présentera sans doute des barres de chocolat sous la forme de mains coupées ! Une fantaisie de l'artisan boulanger ou pâtissier ? Non, bien sûr ! C'est l'expression, aujourd'hui, d'un des drames les plus atroces de la colonisation en Afrique : des mains coupées mais aussi par milliers, des centaines de milliers de mains coupées, des vies détruites, des millions de victimes disparues en moins de 30 ans de 1885 à 1908. Ces mains coupées, c'est la marque déposée de Léopold II, le roi des Belges, dans le fameux « Etat Indépendant du Congo », aujourd'hui R. D. Congo. Face aux violences qui continuent de décimer ce pays, comment gérer la mémoire de ces atrocités aujourd'hui ? Marc Wiltz, *Il pleut des mains sur le Congo*, Magellan, 2015.

^[3] Fabien Lebrun, *Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté*, L'Échappée, Paris, 2024.

^[4] Dahlia Namian, *La société de provocation, Essai sur l'obscénité des riches*, Lux, Montréal, 2023.

^[5] Ulrich Brand, Markus Wissen, *Le mode de vie impérial, Vie quotidienne et crise écologique du capitalisme*, Lux, Montréal, 2021

Klimaproblematik ebenfalls äußerst gravierend sind, denn aufgrund des Bergbaus verschwindet das Waldmassiv des Kongobeckens, sodass wir gerade dabei sind, die Lunge des Planeten zu zerstören!

^[1] David Kithoko, „Kampf gegen den Rohstoffabbau: Konflikt in der Demokratischen Republik Kongo“ – Vortrag mit David Kithoko, Génération lumière, No Congo No Phone und Team Congo, 10. März 2025 während des Gegengipfels zu Rohstoffen, 14.–16. März 2025, Stop pillage in Lausanne. Zu sehen auf YouTube auf der Website von Stop Pillage, <https://stop-pillage.ch>

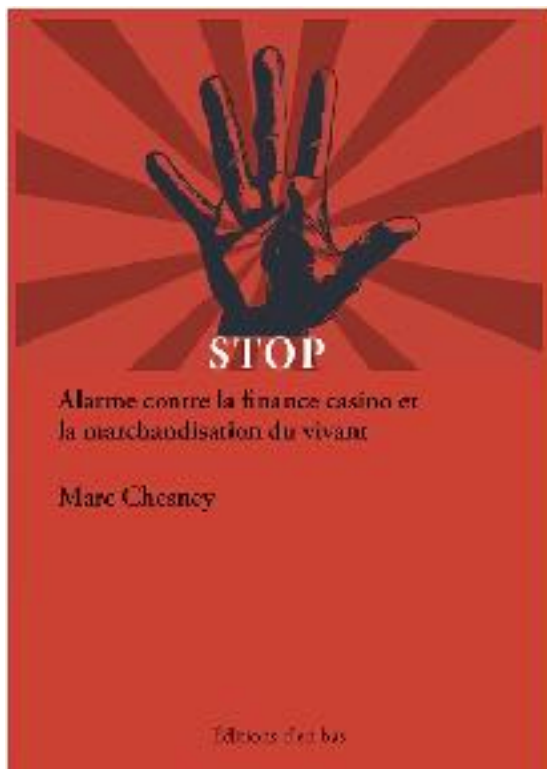
^[2] Die Praxis des Handabschneidens hinterlässt bis heute Spuren in der Konditorei. Marc Wiltz berichtet: „Stellen Sie sich vor, Sie möchten heute in einer belgischen Chocolaterie Schokolade essen. Man wird Ihnen zweifellos Schokoladentafeln in Form von abgeschnittenen Händen anbieten! Eine Fantasie des Bäckers oder Konditors? Nein, natürlich nicht! Es ist heute Ausdruck eines der grausamsten Dramen der Kolonialisierung in Afrika: abgetrennte Hände, aber auch Tausende, Hunderttausende abgetrennter Hände, zerstörte Leben, Millionen von Opfern, die in weniger als 30 Jahren zwischen 1885 und 1908 verschwunden sind. Diese abgetrennten Hände sind das Markenzeichen von Leopold II., dem König der Belgier, im berühmten „Unabhängigen Staat Kongo“, der heutigen Demokratischen Republik Kongo. Angesichts der Gewalt, die dieses Land weiterhin dezimiert, wie soll man heute mit der Erinnerung an diese Gräueltaten umgehen? Marc Wiltz, *Il pleut des mains sur le Congo*, Magellan, 2015.

^[3] Fabien Lebrun, *Barbarie numérique, une autre histoire du monde connecté (Digitale Barbarei, eine andere Geschichte der vernetzten Welt)*, L'Échappée, Paris, 2024.

^[4] Dahlia Namian, *La société de provocation, Essai sur l'obscénité des riches*, Lux, Montreal, 2023.

^[5] Ulrich Brand, Markus Wissen, *Der imperiale Lebensstil, Alltag und ökologische Krise des Kapitalismus*, Lux, Montreal, 2021

A lire



Marc Chesney

Stop. Alarme contre la finance casino et la marchandisation du vivant, Edition d'en bas, Lausanne, 2025

Dans ce livre, fruit de nombreuses années de réflexion, l'auteur procède à une analyse critique de la finance casino, de la marchandisation de la nature et du pouvoir politique. La démocratie est devenue le masque vertueux d'un despotisme d'oligarques cyniques et sans scrupules, qui n'hésitent devant rien pour augmenter leur richesse et leur pouvoir. La liberté de polluer, de détruire le vivant à grande échelle, d'augmenter les émissions de gaz à effet de serre, d'accumuler des richesses grotesques et insensées et finalement de fragiliser les conditions tant de travail que de vie pour le plus grand nombre, est dans les faits une dictature.

L'objectif de ce livre est aussi de faire régresser le sentiment d'impuissance qui nous assaille face aux catastrophes, qu'elles soient passées, présentes, ou à venir si rien n'est entrepris. Il est encore temps de réagir pour stopper le rouleau compresseur qui nous écrase, afin que les générations actuelles et futures aient des perspectives plus réjouissantes que celles du réchauffement climatique ou de l'hiver nucléaire et que nos vies deviennent ainsi respirables. Des pistes de solution sont mentionnées.

Vous pouvez réserver le livre en envoyant un courriel aux éditions d'en bas : contact@enbas.ch

Transports publics gratuits: investir massivement pour bifurquer

Solène Perrolle

Kostenloser öffentlicher Nahverkehr:
Massive Investitionen für einen Wandel

En 2025, le modèle du transport individuel motorisé continue de structurer en profondeur les sociétés occidentales. Il façonne l'espace, le rythme de vie et les rapports sociaux en lien étroit avec la logique capitaliste, et par là même détruit l'atmosphère, la biodiversité, mais aussi la cohésion sociale en réduisant la question de la mobilité à une simple équation individualiste. Il est impératif, dans le contexte actuel, d'entreprendre de profondes réflexions touchant au secteur des transports, d'autant plus quand les Etats se fourvoient dans l'illusion technosolutionniste des « énergies vertes » en subventionnant l'expansion de la voiture électrique.

À l'image de l'intégralité de la production marchande, la prédominance du secteur automobile mène à une impasse écologique et sociale, car dépendant entièrement de ressources finies, y compris dans le cas de l'électrification du domaine. Au cours des dernières années, des événements comme la flambée du cours du baril provoquée par l'invasion de l'Ukraine nous ont aussi enseigné à quel point la dépendance d'une partie de la population à un véhicule privé pour se déplacer peut se révéler excluante. La fluctuation du prix de l'essence peut soudainement ruiner les ménages, ce qui remet en cause le droit à la mobilité.

La dépendance automobile a aussi des répercussions profondes sur le lien social. Les longues distances parcourues en voiture isolent les individus et fragmentent les territoires. Là où la voiture règne, les espaces publics se réduisent, les enfants jouent moins dehors et les relations de voisinage s'appauvrissent. Cette fragmentation urbaine crée une société de plus en plus individualisée, où la mobilité est vécue comme une contrainte plutôt qu'un bien commun.

Ces contradictions révèlent les limites structurelles du modèle dominant. Elles peuvent surtout constituer le point de départ qui doit nous mener à dépasser cette perspective, à la repenser en profondeur, à changer de direction, et donc, à bifurquer, pour reprendre une expression très utilisée par les chercheurs Cédric Durand et Razmig Keucheyan dans le cadre de leurs travaux sur la planification écologique.

Dépasser la transition écologique

Le principe de la bifurcation entend dépasser l'idée de transition écologique, qui s'attèle elle uniquement à verdir les rapports de production et maintenir le profit comme seul phare de l'organisation socio-économique. Ici, il s'agit d'assumer un **principe de rupture**, qui redéfinirait la production selon les besoins. La planification écologique serait ainsi le moyen d'orienter l'activité humaine selon des priorités déterminées démocratiquement. Le transport est évidemment un de ses besoins. Pour garantir un accès sûr et équitable à la mobilité, il faut investir dans un réseau de transports collectifs efficace, capable de réduire la dépendance à la voiture individuelle et limiter l'empreinte écologique des déplacements.

Im Jahr 2025 prägt das Modell des motorisierten Individualverkehrs weiterhin tiefgreifend die westlichen Gesellschaften. Es formt den Raum, den Lebensrhythmus und die sozialen Beziehungen in enger Verbindung mit der kapitalistischen Logik und zerstört damit die Atmosphäre, die Biodiversität, aber auch den sozialen Zusammenhalt, indem es die Frage der Mobilität auf eine einfache individualistische Gleichung reduziert. Angesichts der aktuellen Lage ist es unerlässlich, tiefgreifende Überlegungen zum Verkehrssektor anzustellen, umso mehr, als sich die Staaten der technosolutionistischen Illusion der „grünen Energien“ hingeben, indem sie die Verbreitung von Elektroautos subventionieren.

Wie die gesamte Warenproduktion führt auch die Dominanz des Automobilsektors zu einer ökologischen und sozialen Sackgasse, da er vollständig von endlichen Ressourcen abhängig ist, selbst im Falle der Elektrifizierung dieses Bereichs. In den letzten Jahren haben uns Ereignisse wie der durch den Einmarsch in der Ukraine verursachte Anstieg des Ölpreises auch gezeigt, wie sehr die Abhängigkeit eines Teils der Bevölkerung von Privatfahrzeugen für die Mobilität ausgrenzend sein kann. Schwankende Benzinpreise können Haushalte plötzlich in den Ruin treiben und damit das Recht auf Mobilität in Frage stellen.

Die Abhängigkeit vom Auto hat auch tiefgreifende Auswirkungen auf das soziale Miteinander. Die mit dem Auto zurückgelegten langen Strecken isolieren die Menschen und fragmentieren die Gebiete. Dort, wo das Auto dominiert, schrumpfen die öffentlichen Räume, spielen Kinder weniger draußen und verschlechtern sich die nachbarschaftlichen Beziehungen. Diese städtische Fragmentierung schafft eine zunehmend individualisierte Gesellschaft, in der Mobilität eher als Zwang denn als gemeinsames Gut empfunden wird.

Diese Widersprüche offenbaren die strukturellen Grenzen des vorherrschenden Modells. Vor allem aber können sie den Ausgangspunkt bilden, der uns dazu veranlasst, diese Perspektive zu überwinden, sie grundlegend zu überdenken, die Richtung zu ändern und somit eine Abzweigung einzuschlagen, um einen Ausdruck zu verwenden, den die Forscher Cédric Durand und Razmig Keucheyan im Rahmen ihrer Arbeiten zur ökologischen Planung häufig verwenden.

Über den ökologischen Wandel hinausgehen

Das Prinzip der Verzweigung geht über die Idee des ökologischen Wandels hinaus, der sich ausschließlich darauf konzentriert, die Produktionsverhältnisse umweltfreundlicher zu gestalten und den Profit als einzigen Leitstern der sozioökonomischen Organisation beizubehalten. Hier geht es darum, einen **Bruch zu vollziehen**, der die Produktion entsprechend den Bedürfnissen neu definiert. Die ökologische Planung wäre somit das Mittel, um die menschliche Tätigkeit nach demokratisch festgelegten Prioritäten auszurichten. Der Verkehr ist natürlich eines dieser Bedürfnisse. Um einen sicheren und gerechten Zugang zur Mobilität zu



Un réseau de transports publics répondant aux besoins de mobilité de la population est évidemment essentiel, mais encore faut-il que chacun-e puisse y accéder sans se voir contraint-e à de lourdes dépenses. L'explosion du coût des billets et abonnements de train exclut les ménages les plus précarisés de la société de l'usage de ce qui devrait être un service public. Pourtant déjà largement financé par la collectivité, l'accès aux réseaux n'est pas rendu universel, et encourage l'utilisation de l'automobile, qui reste encore en 2025 plus économique.

Intervient alors l'idée de gratuité, un levier non négligeable pour encourager le report modal, qui cependant inquiète, car elle touche à la sacro-sainte question du financement. C'est ici qu'il faut éviter un écueil : gratuité ne signifie pas désinvestissement, au contraire ! Elle implique de repenser le mode de financement afin que le coût soit assumé collectivement, plutôt que de reposer principalement sur les usager-ères. Au passage, la question est d'autant plus sensible en Suisse que l'article 81a de la Constitution fédérale prévoit que ces mêmes usager-ères assument une part appropriée des coûts des transports publics, barrant ainsi la route à des projets d'initiatives populaires dans les cantons de Fribourg, Neuchâtel, Genève, Vaud et Zurich. Mais en démocratie, la constitution doit aussi être un espace de discussion dont il faut se saisir politiquement.

C'est exactement ce que prévoit de faire le mouvement citoyen Agissons !, qui travaille depuis plus d'une année maintenant sur la thématique de l'accessibilité des transports publics. En 2024 démarre la campagne "Nos Transports publics", qui vise à sensibiliser autour de la gratuité, mais aussi prendre part au référendum touchant à l'extension de plusieurs tracés autoroutiers. C'est une vision claire qui est affirmée : il faut sonner la fin des investissements publics pour le transport individuel, et diriger l'action politique vers un mode de déplacement collectif et durable. La mobilisation se traduit par un appel signé par plus de 4'000 personnes, qui pose les premiers jalons d'une démarche ambitieuse mais nécessaire.

La victoire du camp du Non au projet mortifère des autoroutes – un Non qui n'a rien de négatif, et qui au contraire se tient du côté de la vie – témoigne d'un fait important : **la votation a su s'élever au rang de référendum sur la mobilité.** Ce n'est pas simplement une question d'ordre technique qui a été adressée à la population, mais bien une orientation politique concernant les modes de transports.

Agissons ! compte bien persévérer sur le sujet : ses militant-es s'organisent autour d'une initiative fédérale allant dans le sens d'une quasi-gratuité du réseau de transports publics en Suisse. Encore en phase d'élaboration, le texte imposera notamment aux autorités d'investir massivement dans le secteur, car c'est bien là la clé de la bifurcation. La mise en place d'un « comité citoyen » est en cours, qui sera révélé d'ici peu.

gewährleisten, muss in ein effizientes öffentliches Verkehrsnetz investiert werden, das die Abhängigkeit vom Individualverkehr verringert und den ökologischen Fußabdruck des Verkehrs begrenzt.

Ein öffentliches Verkehrsnetz, das den Mobilitätsbedürfnissen der Bevölkerung gerecht wird, ist natürlich unerlässlich, aber es muss auch für alle zugänglich sein, ohne dass sie dafür hohe Kosten tragen müssen. Die explodierenden Kosten für Zugtickets und Abonnements schließen die einkommensschwächsten Haushalte der Gesellschaft von der Nutzung eines Dienstes aus, der eigentlich ein öffentlicher Dienst sein sollte. Obwohl der Zugang zu den Verkehrsnetzen bereits weitgehend von der Allgemeinheit finanziert wird, ist er nicht für alle gewährleistet, was die Nutzung des Autos fördert, das auch im Jahr 2025 noch immer kostengünstiger ist.

Hier kommt die Idee der Kostenfreiheit ins Spiel, ein nicht zu unterschätzender Hebel, um die Verkehrsverlagerung zu fördern, der jedoch Anlass zur Sorge gibt, da er die heikle Frage der Finanzierung berührt. Hier gilt es, eine Falle zu vermeiden: Kostenlosigkeit bedeutet nicht Desinvestition, ganz im Gegenteil! Sie erfordert ein Umdenken in der Finanzierungsweise, damit die Kosten kollektiv getragen werden und nicht hauptsächlich auf den Nutzerinnen und Nutzern lasten. Übrigens ist diese Frage in der Schweiz umso heikler, als Artikel 81a der Bundesverfassung vorsieht, dass eben diese Nutzer einen angemessenen Teil der Kosten des öffentlichen Verkehrs tragen, was Volksinitiativen in den Kantonen Freiburg, Neuenburg, Genf, Waadt und Zürich im Weg steht. In einer Demokratie muss die Verfassung jedoch auch ein Raum für Diskussionen sein, der politisch genutzt werden muss.

Genau das hat die Bürgerbewegung Agissons ! vor, die sich seit über einem Jahr mit dem Thema Barrierefreiheit im öffentlichen Nahverkehr beschäftigt. Im Jahr 2024 startet die Kampagne „Nos Transports publics“ (Unser öffentlicher Nahverkehr), die das Bewusstsein für kostenlose Mobilität schärfen und sich am Referendum über den Ausbau mehrerer Autobahnstrecken beteiligen will. Die Vision ist klar: Es muss Schluss sein mit öffentlichen Investitionen in den Individualverkehr, stattdessen muss die Politik auf nachhaltige öffentliche Verkehrsmittel setzen. Die Mobilisierung schlägt sich in einem von mehr als 4'000 Personen unterzeichneten Aufruf nieder, der den Grundstein für ein ehrgeiziges, aber notwendiges Vorhaben legt.

Der Sieg der Nein-Stimmen gegen das tödliche Autobahnprojekt – ein Nein, das nichts Negatives an sich hat, sondern im Gegenteil auf der Seite des Lebens steht – zeugt von einer wichtigen Tatsache: **Die Abstimmung hat sich zu einem Referendum über die Mobilität entwickelt.** Der Bevölkerung wurde nicht nur eine technische Frage vorgelegt, sondern eine politische Entscheidung über die Verkehrsmittel.

Agissons! will dieses Thema weiterverfolgen: Die Aktivistinnen und Aktivisten organisieren sich im Rahmen einer eidgenössischen Initiative, die auf eine quasi kostenlose Nutzung des öffentlichen Verkehrsnetzes in der Schweiz abzielt. Der Text, der sich noch in der Ausarbeitungsphase befindet, wird die Behörden insbesondere zu massiven Investitionen in diesen Sektor verpflichten, denn genau darin liegt der Schlüssel zur Wende. Derzeit wird ein „Bürgerkomitee“ eingerichtet, das in Kürze vorgestellt werden soll.



Restons en contact

Recevez l'actualité d'attac Suisse

ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE

Depuis plus de 25 ans, attac se mobilise en toute indépendance contre le pouvoir de la finance et des multinationales, pour la justice climatique et sociale. Adhérer ou faire un don à attac Suisse, c'est garantir son indépendance et permettre de financer ses activités.

On s'arrête et on réfléchit

Recevoir gratuitement le journal de l'association Angles d'attactu

Je désire recevoir le journal d'information d'attac Suisse/ Angles d'attactu

Ecrivez-nous à l'adresse email du secrétariat d'attac Suisse: secretariat@attac.ch

Ou par lettre : Attac Suisse, 1700 Fribourg

Nom Prénom

Adresse

Code postal Lieu



Devenir membre d'attac Suisse, c'est soutenir un large mouvement citoyen et lutter contre les stratégies financières pour une meilleure justice sociale. Rejoignez-nous pour soutenir notre projet d'initiative fédérale sur la taxation des transactions financières. Notre budget dépend des dons et adhésions. Admission sur www.attac.ch

Nom Prénom

Adresse

Code postal Lieu

Lieu et date Signature



Impressum

Angles d'attactu

Editeur : attac – Association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

Abonnement : Devenir membre d'attac Suisse, c'est recevoir le journal

Rédaction : Patrick Ernst – secretariat@attac.ch

Comité de rédaction : Pierre Duffour, Patrick Ernst, Mica Arsenijevic

Coordination, rédaction et mise en page : Patrick Ernst

Ont participé à la réalisation de ce numéro : Pierre Duffour, Patrick Ernst, Solène Perrolle, Sergio Rossi, Michel Schweri. Les articles non signés sont du secrétariat.

Traduction : Avec l'aide de Deepl, relecture K. C.